

# Révision du Plan Local d'Urbanisme

5.a

## Liste et plan des Servitudes d'Utilité Publique (SUP)



### PLU

PRESCRIPTION par délibération du conseil municipal du 18 décembre 2020

APPROBATION par délibération du conseil municipal du 19 janvier 2026





\* La liste proposée des servitudes d'utilité publique n'est pas exhaustive. Les informations sont données à titre informatif et n'ont pas de valeur opposable. Elles ne peuvent se substituer aux documents officiels consultables chez les différents gestionnaires.

TABEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL

I - Servitudes relatives à la conservation du patrimoine

B - Patrimoine culturel

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AVANT INSTITUTE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
a) <u>Monuments historiques</u>  Servitude de protection des monuments historiques  AC1  - Eglise St Maurice  - Château de Lavoûte-Polignac (façades et toitures en totalité avec son mur et tour d'enceinte)	Article 1 à 5 de la loi du 31.12.1913 modifiée sur les monuments historiques.  Article 1er et 13 bis de la loi du 31.12.1913	<u>Classement M.H.</u> : le 12 Avril 1944  <u>Inscription Inv. M.H.</u> : le (16 Février 1967 arrêté initial) 13 janvier 2022	U.D.A.P.



**TABEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL**

**I - Servitudes relatives à la conservation du patrimoine**

**B - Patrimoine culturel**

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AYANT INSTITUE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
<p>a) <u>Monuments naturels et sites</u></p> <p>Servitude de protection des monuments naturels et des sites</p> <p>AC 2</p> <p>- Château et boucle de la Loire (Section A et B)</p>	<p>Article 17 de la loi du 02.05.1930 modifiée</p>	<p>Site inscrit le 17 Sept. 1956</p>	<p>S.D.A.P.</p>





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
AUVERGNE-  
RHÔNE-ALPES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Lyon, le 13 JAN. 2022

ARRÊTÉ n° 22 - 002

**portant inscription au titre des monuments historiques  
du château de Lavoûte-Polignac à Lavoûte-sur-Loire (Haute-Loire)**

**Le préfet de la région Auvergne-Rhône-  
Alpes,  
préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

**Vu** le code du patrimoine, livre VI, titres I et II,

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les départements et les régions,

**Vu** l'arrêté en date du 17 octobre 1956 portant inscription des façades et toitures du château de Lavoûte-Polignac à Lavoûte-sur-Loire (Haute-Loire),

**Vu** l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture du 7 octobre 2021,

**Vu** les autres pièces produites et jointes au dossier,

**Considérant** que le château de Lavoûte-Polignac, avec son logis et son enceinte, constitue un des sites emblématiques du Velay par son histoire, sa position dans un paysage pittoresque et ses dispositions architecturales et décoratives conservées ou reconstituées,

**Sur proposition** du directeur régional des affaires culturelles ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Est inscrit au titre des monuments historiques le château de Lavoûte-Polignac en totalité avec son mur et tours d'enceinte et son terrain d'assiette, situé à LAVOUTE-SUR-LOIRE, sur les parcelles n° 18, 2080, 2081, 2082, 2083, 2086 d'une contenance respective de 4217, 31, 182, 119, 72, 1111 m<sup>2</sup>, figurant au cadastre section B et appartenant à monsieur Armand, Charles, Marie, Emmanuel, Joseph DE POLIGNAC.

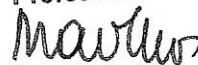
**Article 2** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 17 octobre 1956 susvisé.

**Article 3** - Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et au maire de la commune concernée, et, le cas échéant, à l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme.

**Article 4** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** : La secrétaire générale pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur régional des affaires culturelles sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le Préfet  
de la région  
Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône



Pascal MAILHOS

Département :  
HAUTE LOIRE

Commune :  
LAVOÛTE-SUR-LOIRE

Section : B  
Feuille : 000 B 01

Échelle d'origine : 1/1250  
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 24/05/2021  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC45  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

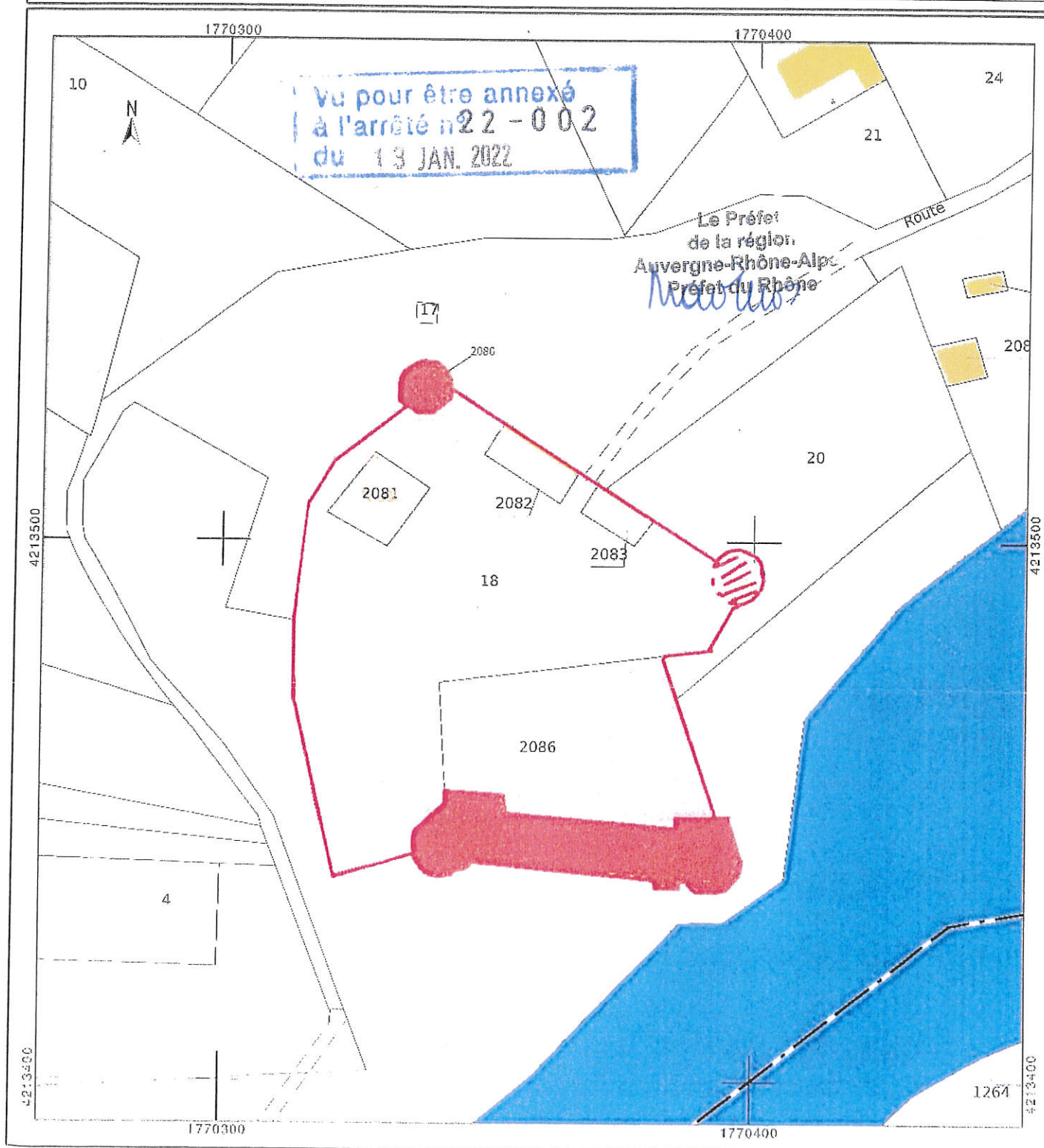
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Château de Lavoûte-Polignac  
à Lavoûte-sur-Loire (43)  
limite de la protection au titre  
des monuments historiques  
figurée en rouge

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
Le Puy en Velay  
1 Rue Alphonse Terrasson BP 10342  
43012  
43012 Le Puy en Velay Cedex  
tel. 04 71 09 83 36 - fax 04 71 09 83 37  
edil.le-puy@dgiip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





# LISTE DES SITES INSCRITS

## Département de la Haute-Loire

### 48 Sites inscrits

#### Date de protection, nom du site, communes concernées

- 02/10/1972 Abords de l'ancienne église Saint Martin, Blesle
- 18/09/1945 Arlempdes le bourg, Arlempdes
- 15/02/1977 Bourg de la Chaise-Dieu et abords, La Chaise-Dieu
- 30/11/1979 Bourg de Lavaudieu et vallée de la Sénouire, Lavaudieu
- 26/04/1979 Bourg de Roche en Régner et abords, Roche-en-Régner
- 08/12/1942 Chapelle des Pénitents au Puy, Le Puy en Velay
- 05/01/1943 Chapelle Sainte Marie au Puy, Le Puy en Velay
- 18/09/1945 Château de Bouzols et ses abords, Arzac-en-Velay
- 17/09/1956 Château de Lavoute et boucle sur la Loire, Lavoute-sur-Loire
- 05/02/1980 Château de Léotoing et ses abords, Léotoing, Torsiac
- 12/09/1945 Château de Vachères et abords, Présailles
- 18/09/1945 Château féodal d'Arlempdes et ses abords, Arlempdes
- 02/11/1943 Château féodal de Lamothe et ses abords, Lamothe
- 04/05/1943 Couvent et ses abords de Lamothe, Lamothe
- 07/10/1942 Couvent Sainte Claire au Puy, Le Puy en Velay
- 07/10/1942 Eglise Saint Georges au Puy, Le Puy en Velay
- 07/10/1942 Escalier Boiteux au Puy, Le Puy en Velay
- 04/05/1943 Grande rue de Lamothe, Lamothe
- 18/02/1977 Hameaux de Maziaux et Bigorre, Saint-Front
- 30/11/2079 Val d'Allier / Haut Allier la Ribeyre, "Aubazat, Blassac, Cerzat, Chilhac, Lavoute-Chilhac, St-Cirgues, St-Ilpize, St-Privat-du-Dragon, Vieille-Brioude, Villeneuve-d'Allier"
- 08/12/1942 Hôtel Dieu au Puy, Le Puy en Velay
- 21/09/1950 Lac du Bouchet, Le Bouchet-St-Nicolas, Cayres
- 18/01/1943 Le Théron et ses abords, Lamothe
- 20/12/1976 Maison de chaume de Roche Haute, Freycenet-la-Cuche
- 07/10/1942 Place de Greffe et rue Séguet au Puy, Le Puy en Velay
- 07/10/1942 Place du Clauzel au Puy, Le Puy en Velay
- 07/10/1942 Place du For au Puy, Le Puy en Velay
- 31/12/1942 Place Jardin de l'Eveque au Puy, Le Puy en Velay
- 01/03/1977 Pradelles bourg et abords, Pradelles
- 15/11/1973 Puy-Polignac, Aiguilhe, Brives Charensac, Ceussac, Cussac, Espaly Saint Michel, Polignac, Puy en Velay, Saint Christophe sur Dolaizon, Vals pres le Puy
- 07/10/1942 Rue Cardinal au Puy, Le Puy en Velay
- 07/10/1942 Rue Chamerlenc au Puy, Le Puy en Velay
- 07/10/1942 Rue Chênebouterie au Puy, Le Puy en Velay
- 31/12/1942 Rue de Bessat au Puy, Le Puy en Velay
- 14/12/1942 Rue des Farges au Puy, Le Puy en Velay
- 31/12/1942 Rue des tables au Puy, Le Puy en Velay
- 07/10/1942 Rue du collège au Puy, Le Puy en Velay
- 07/10/1942 Rue Granvieille et Cardinal au Puy, Le Puy en Velay
- 31/12/1942 Rue Meymard au Puy, Le Puy en Velay

## LISTE DES SITES INSCRITS

### Département de la Haute-Loire

- 07/10/1942 Rue Pannessac au Puy, Le Puy en Velay
- 07/10/1942 Rue Prat des Loups au Puy, Le Puy en Velay
- 07/10/1942 Rue Rochetaille au Puy, Le Puy en Velay
- 11/12/1942 Rue Saint Georges au Puy, Le Puy en Velay
- 22/02/1949 Ruines du château de Beaufort et gorges de la Loire, Arlempdes, Goudet
- 04/05/1943 Vallat de Lamothe, Lamothe
- 09/03/1943 Vieille Brioude ancienne église et abords, Vieille-Brioude
- 06/09/1943 Vieille Brioude église et ancien prieuré, Vieille-Brioude
- 05/10/1982 Village de Chalençon et vallée de l'Ance, Boisset, St-André-de-Chalençon, Tiran-Ges

**TABEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL**

**II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements**

**A - Energie**

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AYANT INSTITUE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
a) Electricité	Article 12 modifié de la loi du 15.06.1906.		
Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	Article 298 de la loi des finances du 13.07.1925		
I4	Article 35 de la loi 46.628 du 08.04.1946 modifiée		E.D.F.  Services Grand Velay 9, Cours Victor Hugo B.P. 183 43005 LE PUY EN VELAY (M. SOUVIGNEC)
	Article 25 du décret 64.481 du 23.01.1964		



**TABEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL**

**II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements**

**C - Canalisations**

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AYANT INSTITUE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
<p>b) <u>Eaux et assainissement</u></p> <p>Servitudes pour la pose de canalisations publiques d'eau (potable) et d'assainissement (eaux usées et pluviales)</p> <p>A 5</p> <p>- Canalisation publique d'assainissement</p> <p>- Canalisation publique d'assainissement</p>	<p>Loi n° 62.904 du 04.08.1962 et décret n° 64.158 du 15.02.1964</p>	<p>A.P. n° D2-B1-98-268 du 16 Juin 1998 A.P. n° D2-B1-99-585 du 12 Juillet 1999</p>	<p>D.D.A.F.</p>

**TABEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL**

**II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements**

**D - Communications**

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AYANT INSTITUE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
<p>a) <u>Voies ferrées</u></p> <p>Servitudes relatives aux chemins de fer</p> <p>T 1</p>	<p>Loi du 15.07.1845 sur la police des chemins de fer.</p> <p>Article 6 du décret du 30.10.1935 modifié portant création de servitudes de visibilité sur les voies publiques.</p>		<p>S.N.C.F. 63 Clermont-Ferrand</p>

**TABEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL**

**II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements**

**D - Communications**

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AYANT INSTITUE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
d) Réseau routier			
Servitudes d'alignement	Décret 62.1245 du 20.10.1962 (RN) Décret du 25.10.1938 modifié par décret n°61.231 du 06.03.1961 (CD)	Arrêté Ministériel du 11 Mai 1886	Conseil Général DIPAC
EL 7			
- R.D. 103			



**TABEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL**

**II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements**

**E - Télécommunications**

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AYANT INSTITUE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
<p>Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques.</p> <p>PTI</p> <p>- Station Lavoute Sur Loire-Chaspinhac</p> <p>- Station hertzienne de St Vincent</p>	<p>Articles L 57 à L 62 inclus et R 27 à R 39 du Code des Postes et Télécommunications.</p>	<p>Décret du 4 Août 1976</p> <p>Décret du 20 Novembre 1992</p>	<p>T.D.F. 44, Bd Vivier Merle B.P. 68 69398 LYON CEDEX 3 France-TELECOM Direction Régionale des Télécommunications d'Auvergne 5, Rue entre les deux villes 63033 CLERMONT-FD CEDEX</p>

**COMMUNE DE LAVOUTE SUR LOIRE**

Situation au 16 Novembre 2000

**TABEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL**

**II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements**

**E - Télécommunications**

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AYANT INSTITUE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat.  PT2  - Station Lavoute Sur Loire-Chaspinhac  - Liaison hertzienne Le Puy-Vorey	Articles L 54 à L 56 et R 21 à R 26 et R 39 du Code des Postes et Télécommunications.	Décret du 26 Avril 1974          Décret du 16 Août 1989	T.D.F. 44, Bd Vivier Merle B.P. 68 69398 LYON CEDEX 3  France-Télécom Direction Régionale d'Auvergne - Dépt. Production - Division Transmissions 5, rue entre les deux villes 63033 CLERMONT-FD CEDEX

**TABEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL**

**II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements**

**E - Télécommunications**

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AYANT INSTITUTE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
<p>Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques concernant l'établissement, l'entretien et le fonctionnement des lignes et des installations de télécommunications (lignes et installations téléphoniques et télégraphiques).</p> <p>PT 3</p> <p>- Câble Lavoûte-Ceyssaguet</p> <p>- Câble Lavoûte-Malrevers</p> <p>- Câble régional R.G. 4315 Le Puy-Lavoûte Sur Loire</p> <p>- Câble régional R.G. 4314 Lavoûte Sur Loire-Vorey</p> <p>- Câble régional R.G. 4323 Lavoûte Sur Loire-Rosières</p>	<p>Articles L 48 du Code des Postes et Télécommunications.</p>	<p>A.P. n° 1D1-84-402 du 12 Mai 1984</p> <p>A.P. n° 1D1-86-2 du 6 Janvier 1986</p>	<p>Direction Régionale des Télécommunications</p> <p>Dépt. Production</p> <p>63033 CLERMONT-Fd</p> <p>U.R.A. Pôle Haute-Loire</p> <p>M. BEAUPOIL</p> <p>16, Bis Rte de Coubon</p> <p>43700 BRIVES-CHARENSAC</p> <p>Tél. 04.71.04.63.32</p>



## MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

**Décret du 19 novembre 1992 abrogeant certaines dispositions du décret du 12 décembre 1989 fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles hertziennes au voisinage des stations hertziennes de Mont-Paricabo, Tonate et Iracoubo situées dans le département de la Guyane**

NOR : PTT8900432D

Par décret en date du 19 novembre 1992, les dispositions du décret du 12 décembre 1989 fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage des stations hertziennes de Mont-Paricabo, Tonate et Iracoubo situées dans le département de la Guyane concernant la zone secondaire de dégagement de la station de Tonate sont abrogées.

Le plan peut être consulté à la direction départementale de l'équipement de la Guyane, B.P. 338, rue du Vieux-Port, 97306 CAYENNE CEDEX.

**Décret du 20 novembre 1992 fixant l'étendue des zones et les servitudes applicables autour des centres récepteurs de Saint-Paul-de-Tartas, Vorey, Saint-Vincent, Saint-Pal-de-Chalencin, Montfaucon-en-Velay, Rétournac, Lapte, Fay-sur-Lignon, Le Chambon-sur-Lignon, Yssingeaux, Beauzac (Haute-Loire) et Saint-Pardoux (Puy-de-Dôme) pour la protection des réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques**

NOR : PTT8900489D

Par décret en date du 20 novembre 1992, sont approuvés les plans annexés audit décret (1) fixant les limites des zones de protection et des zones de garde instituées autour des centres

de réception radioélectriques de Saint-Paul-de-Tartas, Vorey, Saint-Vincent, Saint-Pal-de-Chalencin, Montfaucon-en-Velay, Rétournac, Lapte, Fay-sur-Lignon, Le Chambon-sur-Lignon, Yssingeaux, Beauzac (Haute-Loire) et Saint-Pardoux (Puy-de-Dôme).

Les zones de protection sont définies par les tracés en bleu, les zones de garde sont définies par les tracés en jaune.

Ces zones intéressent les départements de la Haute-Loire, de la Loire et du Puy-de-Dôme.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R. 30 du code des postes et télécommunications.

Dans les zones de garde radioélectrique, les installations, matériels et appareils désignés par l'arrêté du 21 août 1953 établissant la liste et les caractéristiques du matériel électrique dont la mise en service, la modification ou la transformation sont soumises à autorisation préalable dans les zones de garde radioélectrique qui existent à la date du présent décret et qui perturbent les réceptions radioélectriques devront être modifiés ou transformés dans le délai maximal d'un an à compter de la notification faite aux propriétaires ou usagers.

(1) Ces plans peuvent être consultés auprès des directions départementales de l'équipement de la Haute-Loire, 13, rue des Moulins, B.P. 350, 43012 LE PUY CEDEX, de la Loire, 43, avenue de la Libération, B.P. 509, 42007 SAINT-ETIENNE CEDEX 1, et du Puy-de-Dôme, 7, rue Léo-Lagrange, 63033 CLERMONT-FERRAND CEDEX.

**TABEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DU SOL**

IV - Servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publique

A - Sécurité publique

NOM DE LA SERVITUDE	REFERENCE DES TEXTES PERMETTANT D'INSTITUER LA S.U.P.	ACTE L'AYANT INSTITUE	SERVICE RESPONSABLE DE LA S.U.P.
Servitudes résultant des Plans d'Exposition aux Risques naturels PM 1	Loi 82.600 du 13.07.1982 - Article 5.1 - 1 <sup>er</sup> alinéa		
- Plan de Prévention Risques Inondation	Loi 95-101 du 2 Février 1995  Décret 95-115 du 17 Octobre 1995 - Titre III	A.P. du 9 Février 2000	D.D.E. - S.E.C.L. Bureau de l'Environnement et des Risques Naturels



DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

# Commune de LAVOUTE - SUR - LOIRE

# P.P.R.I.

## Plan de prévention du risque inondation



1

### Rapport de présentation

Vu pour être annexé  
à l'arrêté du 9 FÉV 2000

Pour le Préfet  
Le Chef de Bureau Délégué

Cherbon PASCAL

SEPTEMBRE 1999.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT  
SERVICE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT



13, Rue des Moulins  
B.P. 350  
43012 LE PUY EN VELAY cedex  
Tél. 04 . 71.05.84.05

# S O M M A I R E

<b>Présentation du Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI)</b>	<b>N° page</b>
<b>INTRODUCTION</b>	3
<b>A - La PROCEDURE</b>	
1 - Prescription	4
2 - Consultation	4
3 - Approbation	4
<b>B - Le RISQUE INONDATION sur la COMMUNE de LAVOUTE sur LOIRE</b>	5
1 - Les plus grandes crues connues (crues historiques de la Loire en amont de BAS en BASSET)	5
2 - Le système de surveillance et d'annonce des crues	6
3 - Le système d'alerte et de Secours	7
4 - Le risque inondation pris en compte en urbanisme	7
5 - Autres risques	7
<b>C - Le CADRE de l'ETUDE</b>	
1 - Analyse hydrologique	8
2 - Analyse hydraulique	8
3 - Cartographie des zones inondables	10
4 - Cartographie des zons à risques (aléa inondation)	10
5 - Cartographie des zonages réglementaires	11
<b>D - Le CONTENU du P.P.R. INONDATION</b>	12
<i>D1 - Documents réglementaires</i>	12
D1 - Plan de zonage	12
D2 - Règlement	13
<i>D2 - Documents complémentaires</i>	13
D2 - 1 Rapport de présentation	13
D2 - 2 Périmètre du plan de prévention	13
D2 - 3 Carte de l'aléa inondation	14
D2 - 4 Carte des crues historiques	14
D2 - 5 Carte des enjeux	14
D2 - 6 Photographies	14

**E - Prise en compte du risque inondation de la Loire à Lavoute sur Loire**

15

E1 - Information

15

E2 - Prévention

15

E3 - Protection

15

E4 - Surveillance/ALERTE/Secours

15

E5 - Proposition d'amélioration

15

**F - Tableaux synthétique de la réglementation (prescriptions) applicable en urbanisme sur les secteurs situés en zone inondable**

a) en zone « non urbaine »

b) en zone « urbaine »

## INTRODUCTION

Suite à l'inondation catastrophique du 21 Septembre 1980 ayant fait des victimes et d'énormes dégâts, la prise en compte du risque inondation s'est manifesté prioritairement par l'élaboration du PERI du bassin du PUY en VELAY. Parallèlement, à l'aval sur la base de la crue de Septembre 1980 des Plans d'Occupation des Sols ont intégré le risque inondation.

Depuis la circulaire interministérielle du 24 janvier 1994 la prise en compte s'est amplifiée. Dans le cadre des programmes pluriannuels d'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles, un programme a été conduit prioritairement sur les zones à enjeux dans la vallée de la Loire.

Une campagne de levés topographiques a été réalisée à partir de photographies aériennes. Sur ces bases une étude de définition des zones inondables a été réalisée sur le bassin de la Loire en aval et en amont du PUY en VELAY. Le résultat de cette étude a permis l'élaboration du présent Plan de Prévention du Risque Inondation sur la commune de Lavoute sur Loire

Le Plan de Prévention des Risques Inondation (P.P.R.I.) limité aux risques inondations du fleuve Loire a été prescrit sur la commune de Lavoute sur Loire par arrêté préfectoral en date du 20 novembre 1998.

Institué par la loi N° 95.101 du 2 Février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, le Plan de Prévention des Risques (P.P.R.) constitue désormais le seul document spécifique en matière de prise en compte des risques dans l'occupation des sols. **Le P.P.R. a pour objet :**

- \* **la délimitation des zones exposées aux risques** en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru,

- \* **la délimitation des zones qui ne sont pas directement exposées** aux risques mais où des constructions ou aménagements pourraient aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux,

- \* **la définition des mesures de prévention**, de protection et de sauvegarde à prendre à l'intérieur des zones citées ci-dessus,

- \* **la définition des mesures relatives au fonctionnement et à l'exploitation des constructions ou aménagements existants** à l'intérieur des zones citées ci-dessus.

- la **procédure d'élaboration** des P.P.R. est explicitée dans le décret N° 95.1089 du 5 Octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques Naturels prévisibles. Les P.P.R. relèvent de la compétence de l'Etat et valent Servitudes d'Utilité Publique dès leur approbation. En conséquence, leurs dispositions s'imposent à celles du Plan d'Occupation des Sols et doivent y être annexés.

**La prise en compte du risque inondation a été complétée depuis notamment par la circulaire interministérielle du 24 janvier 1994, puis par la loi du 2 février 1995 et le décret du 5 octobre 1995 cités ci-dessus relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles.**

- la **circulaire du 24 avril 1996** traite des dispositions applicables au bâti et ouvrages existants situés en zone inondable.

- le **Plan d'Occupation des Sols** de LAVOUTE sur LOIRE a été élaboré en 1988, la dernière modification date du 26 juin 1998. Il a été élaboré sur la base de la crue de Septembre 1980 qui représentait une fréquence de 70 ans.



## A - La PROCEDURE

La procédure d'élaboration et d'approbation du P.P.R. comporte 3 étapes :

### 1) Prescription par arrêté préfectoral du périmètre mis à l'étude

Sur la base des études de définition des zones inondables, la cartographie de l'aléa inondation est présentée aux élus des communes concernées.

La prise d'arrêté préfectoral de prescription du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) marque le lancement de la procédure et précise le périmètre du futur PPRI.

### 2) Consultation de la commune et du public

- Le projet de P.P.R.I. est soumis à l'avis du Conseil Municipal de la commune concernée,

- Le projet de P.P.R.I. est soumis à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R 11.4 à R 11.14 du Code de l'Expropriation d'Utilité Publique.

### 3) Approbation par arrêté préfectoral du P.P.R.I.

- Le P.P.R.I., éventuellement modifié pour tenir compte des avis recueillis lors de la phase de consultation, est approuvé par le Préfet. Dès lors, après accomplissement des mesures de publicité, le P.P.R.I. vaut Servitude d'Utilité Publique et doit être annexé au Plan d'Occupation des Sols de la commune dans un délai d'un an.

**I - Les plus grandes crues connues (crues historiques de la Loire en amont de BAS en BASSET)**

Comme son nom l'indique le **bourg de Lavoute sur Loire** est implanté en **bordure du fleuve**.

Il comporte :

- un quartier important en rive droite au droit du pont sur la Loire (Le Bourg)
- un quartier en rive gauche (Le Cros-Le Verdier)
- un quartier plus à l'aval en rive droite (Les Longes) qui s'est constitué depuis les années 1980.
- des constructions éparses ont été édifiées le long de la RD 103 vers VOREY et de la RD 7 vers ROSIERES.

La commune est connue par son **magnifique château de LAVOUTE-POLIGNAC** qui depuis son éperon domine le fleuve et semble défier ses débordements dévastateurs.

Tirant profit du fleuve l'**usine hydroélectronique NAVANT** est implantée rive droite à la sortie du « S » que fait la LOIRE.

Le bâtiment d'une **ancienne usine**, en bon état est implanté rive droite en amont du Pont.

Le bourg se situe à la sortie des gorges de la Loire et en amont de la plaine de l'Emblavès.

**La route : RD 103** passe de la rive droite à la rive gauche par un imposant pont construit en 1855. **La route RD 7** vers Rosières est implantée rive droite.

**La voie ferrée** Le Puy-St ETIENNE coupe trois fois le méandre, puis s'accroche au versant rive gauche avant de s'installer dans la plaine.

Les constructions compte tenu de la morphologie du site et, de l'attrait pour le fleuve sont à la marge de la zone inondable.

Les crues du fleuve ont provoqué des dégats qui étaient ressentis par les habitants en fonction de leur époque et de leurs préoccupations majeures.

**Parmi les crues les plus dévastatrices** l'on peut citer celles de novembre 1790, octobre 1795, plus récemment 1907 et pour les contemporains les crues marquantes de Septembre 1980 (fréquence 70 ans) et Novembre 1996 (fréquence 22 ans).

Les pages qui suivent donne une **chronologie des événements les plus marquants** sur la Loire **le tableau des hauteurs d'eau aux diverses échelles** permet de situer les crues. Par exemple la crue de 1943 vécue par certains pendant leur enfance comme événement très exceptionnel, ne représente qu'une crue de fréquence décennale.

**Le graphique qui indique les diverses crues classées, en quatre catégories** : Automne, été, printemps, hiver permet d'observer sur 130 ans de 1856 à 1996 la fréquence et l'importance des crues. Les crues d'automne sont les plus fréquentes et les plus violentes, toutefois il ne faut pas négliger les crues d'été qui moins fréquentes et plus modérées sont voisines de crues décennales et peuvent provoquer des sinistres.

Pour Lavoute-sur-Loire **nous avons la chance de disposer de photographies de la crue de Septembre 1980** prises aux points vulnérables a deux périodes :

- pendant la crue de Septembre 1980 et pratiquement à l'apogée de la crue
- exactement au même endroit et après la crue en période normale climatique

Trois series de photographies sont jointes au dossier :

- la crue de Septembre 1980
- la crue de Novembre 1996
- les constructions concernées par la zone inondable (Janvier 1999)

Pour les deux crues les plus récentes des relevés de laisses de crue ont été effectués :

- par les agents de la Direction Départementale de l'Equipeement lors de la crue de Semptembre 1980.
- par le géomètre expert Michel LEURENT lors de la crue de Novembre 1996.

## CRUES HISTORIQUES DE LA LOIRE EN AMONT DE BAS EN BASSET

\*\*\*\*\*

Les informations ci-dessous ont été extraites, d'une part,  
d'un livre prêté par la bibliothèque municipale du Puy en Velay,  
et, d'autre part, des archives du service d'annonce des crues du Puy en Velay

octobre 1421	Plusieurs ponts sont emportés
10 octobre 1506	Les ponts de Goudet et Coubon sont emportés
1515	Une arche du pont de Brives (Chartreuse ?) est abattue une autre très fortement endommagée
8 septembre 1559	Les ponts de Goudet et de Coubon sont emportés. Trois arches du pont de Brives (actuelles ruines du pont en amont du pont Gallard) sont abattues et deux très endommagées Les ponts de Lavoute (vieux et neuf) sont arrachés
30 octobre 1595	Crue aussi grosse que celle de 1559
29 septembre 1603	Le pont de Coubon est emporté
21 octobre 1614	Inondation identique à celle de 1559
24 octobre 1614	Inondation plus forte que celle du 21 octobre 1614
19 octobre 1666	Crue de la Loire dont on n'a pas vue de semblable de 100 ans
Novembre 1772	Une des piles du Pont de Brives (pont Gallard) est endommagée par la crue, le pont était en construction
10/11 novembre 1790	a crue emporte l'arche manquante du pont de la Chartreuse. crue conservée aux archives nationales
3 octobre 1795	Le pont de Goudet est emporté, la Loire change de lit au lieu dit la Planche (commune de Cussac) 4 maisons de Brives sont emportées L'eau s'est élevée à 1.50 m au dessus de la clef de voûte de l'arche centrale du pont de Brives. Il est à noter, qu'à cette date, la digue de Brives-Charensac n'existait pas. (lors de la crue du 21 septembre 1980 l'eau arrivait au niveau de la clef de voûte de l'arche centrale)
17 octobre 1846	Les ponts suspendus de Retoumac et de Bas sont emportés A Brives-Charensac l'eau atteint une hauteur de 5.8 m
24 octobre 1857	6,25 m au dessus de l'étiage à Brives (cette information est douteuse) 2 mètres dans les rues de Charensac (2.8 à 3.0 m en 1980) à Chadrac, le niveau des eaux a presque atteint le tablier du pont suspendu. Les ponts de Salettes et de Goudet ont disparu

26 octobre 1864	Le pont SNCF de St Simon, sur le point d'être achevé, a vu deux de ses trois arches emportées
24 septembre 1866	Les eaux du fleuve baignaient les extrémités du pont suspendu de Chadrac. L'eau y atteignit la hauteur de 8.26m Le Pont de Coubon est emporté A Brives-Charensac, la Loire atteint 5.50 m et détruit la digue de Charensac.
19 octobre 1868	Le village de Charensac est inondé, la digue que nous connaissons actuellement n'avait pas encore été reconstruite.
19 octobre 1872	L'eau atteint 6.4 m au pont de Chadrac et 3.70 m au pont de Brives
8 octobre 1878	6 m au pont de Brives, la digue de Charensac, telle que nous la connaissons à l'heure actuelle est submergée. Le pont de Goudet est emporté (la crue y aurait atteint 12 m)
20 octobre 1891	la crue atteint 5,5m au pont de Brives. La digue de Charensac est une nouvelle fois submergée
22 octobre 1891	Le pont de Goudet est emporté
9 octobre 1907	L'eau atteint 3.60 m pont de Brives, et 5,50 à celui de Lavoute/Loire
16 octobre 1907	L'eau submerge la digue de Charensac et baigne le tablier du pont Les eaux atteignent une hauteur de 4,8 m. au pont de Brives et 7,25 m au pont de Lavoute sur Loire
21 septembre 1980	Le pont de Coubon est emporté Au pont de Brives, les eaux atteignent la chef de voûte de l'arche centrale. la digue de Charensac est submergée Le débit de la Loire, à Brives-Charensac, était de 2000 m <sup>3</sup> /s Le pont de Chadrac sur la RD 103 a été submergé ainsi que le pont de Peyredeyre sur cette même RD La passerelle en aluminium de Chamalières est emportée La Borne n'a pas été en crue
12/13 novembre 1996	Crue de la Loire dont le débit, à Chadrac, était de 1400 m <sup>3</sup> /s Cette crue a été équivalente, à Brives-Charensac à celle du 16 octobre 1907 et présentait une fréquence de retour voisine de trente ans. Le Plan Loire Grandeur Nature étant opérationnel pour sa phase sécurité, la digue de Charensac n'a pas été submergée.

## LES CRUES DE LA LOIRE de 1866 à 1996

**Hauteurs observées aux échelles d'annonce des crues  
de Goudet, Brives-Charensac, Lavoute sur Loire et Bas en Basset sur la Loire,  
et à l'échelle du pont d'Estrouillac sur la Borne dans l'agglomération du Puy**

	Loire en amont du Puy		Borne	Loire en aval du Puy	
	Goudet	Brives	Estrouillac	Lavoute	Bas en Basset
17/10/1846		5,80	4,60 au pont St Laurent		7,10
25/09/1866	7,40	5,50	2,10	8,20	6,25
18/10/1872	5,70	3,60	3,60	2,70	5,10
19/10/1872	4,80	3,10	2,60	3,49	5,10
08/10/1878	12,00	6,00	-	7,20	4,90
21/10/1891	2,20	5,50	-	5,75	4,85
09/10/1907	4,50	3,60	2,25	5,50	5,50
16/10/1907	5,20	4,80	2,8	7,25	6,80
25/10/1943		2,30	2,90		4,50
24/12/1973	3,80	3,20	2,50		4,15
10/11/1976	3,80	3,10	1,45		4,22
21/09/1980	9,00 m 1 700 m <sup>3</sup> /s	6,38m 2 000 m <sup>3</sup> /s	-	-	6,05m 3 300 m <sup>3</sup> /s

L'échelle des crues de Lavoute sur Loire n'est plus suivie depuis 1923.

13/11/196	évaluée à 1100 m <sup>3</sup> /s	évaluée à 1300 m <sup>3</sup> /s	36 m <sup>3</sup> /s		4,28 m 2 109 m <sup>3</sup> /s
-----------	-------------------------------------	-------------------------------------	----------------------	--	-----------------------------------

Les échelles d'annonce des crues de Goudet, Brives-Charensac et du pont d'Estrouillac ne sont plus au mêmes endroits depuis la mise en place du réseau d'annonce des crues CRISTAL intervenu fin 1984.



## LES CRUES DE LA LOIRE A BAS EN BASSET

\*\*\*\*\*

Les crues de la Loire, à l'ancien pont suspendu de Bas en Basset dont seuls subsistent les pylônes, sont suivies depuis la fin de l'année 1856.

Sur la période 1856-1996, 403 crues supérieures à 1,00 m. y ont été observées. 97 crues se sont produites au cours des mois de janvier, février et mars; 97 au cours des mois de avril, mai et juin; 19 au cours des mois de juillet et août et 190 au cours des mois de septembre, octobre, novembre et décembre.

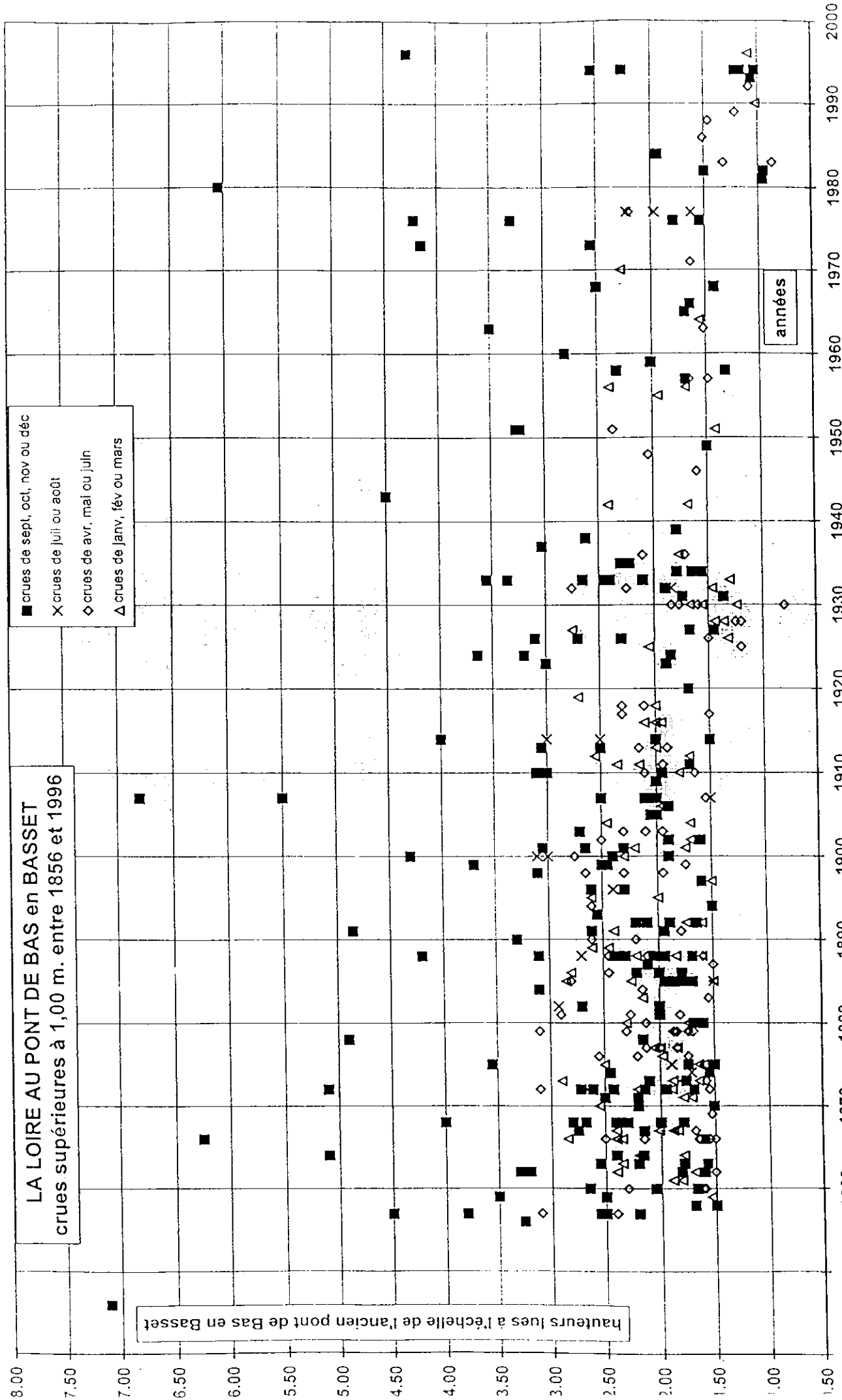
Sur les graphiques ci-joints, on note que toutes les crues supérieures à 3,30 m. se sont produites entre l'équinoxe d'automne et le 1er de l'an. On remarque également des crues importantes en juillet et août : 2,92 m. le 9 août 1882; 2,70 m. le 25 août 1888; 3,10 m. le 22 juillet 1914; et enfin, moins amples mais très proches de nous 1,97 m. le 15 juillet 1977; 1,63 m. le 31 juillet 1977 et 2,22 m. le 27 août 1977.

En s'attachant à la hauteur des crues, on constate que sur 140 années, il a été observé 15 crues dont la hauteur fut supérieure ou égale à 4,20 m. On dira donc que la crue de fréquence décennale à Bas en Basset «fait» 4,20 m. Le calcul mathématique donne 4,10 m.; c'est sensiblement la crue du 13 novembre 1996 qui fit 4,28 m. à Bas.

La plus forte crue repérée sur la Loire à Bas en Basset s'est produite le 17 octobre 1846, elle atteignit une hauteur de 7,10 m. A cette même date, la Borne, le Dolaizon, le Lignon du Velay, l'Ance du Nord, l'Andrable etc ..... connurent de très fortes crues qui emportèrent 30 ponts en Haute-Loire.

Mais la plus forte crue relatée sur la Loire par des écrits s'est peut être produite les 10 et 11 novembre 1790. Cette crue est conservée aux archives nationales.

La plus forte crue repérée à Brives-Charensac date du 3 octobre 1795, elle arriva 1,50 m. au dessus de la clef de voûte de l'arche centrale du pont Gallard; il est à noter, qu'à cette date, la digue de Charensac n'existait pas. La crue du 21 septembre 1980 arriva seulement au niveau de la clef de voûte.



## II - Le Système de surveillance et d'annonce des crues

Le système d'annonce des crues est régi par le Règlement Départemental d'Annonce des Crues (RDAC) applicable sur le département de la HAUTE-LOIRE approuvé par arrêté préfectoral du 29 Septembre 1994. La Direction Départementale de l'Equipement assure la mission de l'Etat d'annonce des crues. Pour ce faire, la D.D.E. dispose du réseau automatisé « CRISTAL » qui recueille les informations collectées par des pluviographes\*, limnigraphes\*, thermographes\*. Ces informations sont recueillies en permanence toutes les 4 heures et en période de crues toutes les heures.

\* Pluviographes : appareils qui enregistrent la hauteur des pluies

\* Limnigraphes : appareils qui enregistrent le niveau des eaux sur les cours d'eau

\* Thermographes : appareils qui enregistrent la variation des températures

Egalement les informations des satellites de METEOSAT (observation des masses nuageuses) et du radar METEO de SEMBADEL en Haute-Loire (observation des pluies) sont exploitées.

L'ensemble de ces informations sont analysées et synthétisées par le Service d'Annonce des Crues de la D.D.E. puis sont transmises au Préfet qui assure la diffusion de l'alerte aux crues auprès des services concernés et des Maires.

## III - Le Système d'alerte de Secours

Sur la vallée de la Loire en aval du Puy en Velay sur la base de la cartographie de l'aléa inondation des cartes ont été établies en distinguant trois zones d'intervention classées par priorité :

- zone inondable en crue décennale
- zone inondable en crue trentennale
- zone inondable en crue centennale

Sur ces secteurs les mairies ont identifié les occupants. L'ensemble des services : collectivités locales, pompiers, gendarmerie, Direction Départementale de l'Equipement, Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture coordonnent leur actions en cas de crue.

## IV - Le risque Inondation pris en compte en urbanisme

L'objet principal du PPRI est la prise en compte en Urbanisme du risque Inondation. **Pour cela c'est la plus grande crue connue et généralement c'est la crue centennale qui est retenue.** Pour des crues qualifiées de crues exceptionnelles (au delà de la crue centennale) les secteurs inondés seraient plus étendus que ceux identifiés pour la crue centennale, ce risque très exceptionnel est pris en compte dans le Réseau Départemental d'Annonce des Crues (RDAC), et le système d'alerte et de secours (qui traitent de l'ensemble des crues décennale, trentennale, centennale et au delà). Les autres secteurs à la marge de la crue centennale seraient également inondés par une crue très exceptionnelle. La prise en compte de ce type de risque conduirait à soustraire à l'urbanisation des surfaces importantes pour un risque d'occurrence d'apparition bien inférieur à la durée de vie des bâtiments ou équipements.

## **V - Autres risques**

Par ailleurs, **le risque mouvement de terrain** est pris en compte par une cartographie au 1/25 000 réalisé en janvier 1997 par le CETE de LYON (Laboratoire Régional de Clermont-Ferrand). Egalement **le risque Feux de Forêts** a été identifié sur la commune de LAVOUTE sur LOIRE par les services compétents de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et les Services Incendie.

## C- CADRE de l'ETUDE

L'étude de l'aléa inondation de la Loire a été réalisée par le bureau BCEOM, (Bureau d'Etudes basé à « La Grande Motte » (34), spécialisé notamment dans le domaine hydraulique) pour le compte de l'Etat et sous le pilotage de la Direction Départementale de l'Equipement de la Haute-Loire.

L'étude a été élaborée à partir de fonds de plans topographiques au 1/2000.

L'étude comprend

- une analyse hydrologique (caractérisant l'intensité, la durée, la fréquence des pluies)
- une analyse hydraulique caractérisant l'écoulement de ces eaux (débits, hauteurs et vitesse atteintes)
- une cartographie des zones inondables

### I - L'étude hydrologique

Analyse l'intensité, la durée, la fréquence des pluies du secteur, elle s'appuie sur les connaissances historiques, les études antérieures.

### II - L'étude hydraulique

Analyse les écoulements des débits à partir des photos aériennes, des cartes IGN, de la nature des sols, du couvert végétal, des pentes, de l'historique des événements recensés, des reconnaissances du site, des enquêtes de proximité ; des témoignages recueillis.

Le BCEOM a utilisé son programme **SHERPA** (modèle mathématique d'écoulement en régime permanent graduellement varié) : qui permet de modéliser le terrain et d'analyser les effets des points singuliers (ouvrages, ponts, digues).

Les résultats du modèle mathématique ont été réajustés à partir des crues historiques (Septembre 1980 et Novembre 1996 notamment).

## Surfaces de bassin

STATION HYDROMETRIQUE	SURFACE du BASSIN (KM2)
ARLEMPDES	405
GOUDET	420
CHARENTUS	687
BRIVES-CHARENSAC	867
<b>LAVOUTE sur LOIRE</b>	<b>1450</b>
RETOURNAC	1825
BAS en BASSET	3 234

Les débits de pointe des crues de 10, 30 et 100 ans sont estimés à :

Station hydrométrique	Q 10 (m3/s)	Q 30 (m3/s)	Q 100 (m3/s)	Q 1980 (m3/s)
ARLEMPDES	500	1 000	1 600	-
GOUDET	500	1 000	1 600	-
CHARENTUS	600	1 100	1 700	-
BRIVES-CHARENSAC	700	1 250	2 000	2 000
<b>LAVOUTE sur LOIRE</b>	<b>830</b>	<b>1 460</b>	<b>2 270</b>	<b>2 060</b>
RETOURNAC	920	1 590	2 450	2 110
BAS en BASSET	1 900	3 050	4500	3 300

A LAVOUTE sur LOIRE compte tenu des débits de l'étude du BCEOM la crue du 21 Septembre 1980 correspondait à une crue de fréquence de retour 70 ans.

La crue du 13 Novembre 1996 correspondait à une crue de fréquence de retour 22 ans.



### III - La cartographie des zones inondables

Les résultats de l'étude hydraulique ont fait l'objet d'un report cartographique qui doit permettre de matérialiser et de quantifier l'aléa de façon suffisamment explicite et précise.

Trois types de cartes ont été établies :

- \* une carte délimitant les zones inondées pour les crues d'occurrence 10 ; 30 et 100 ans.

- \* une carte délimitant les zones où la hauteur d'eau (H) pour une crue centennale est comprise entre :

- . 0 et 0.50 m
- . 0,50 m et 1 m
- . 1 m et 1,5 m
- . 1,5 m et 2 m
- . supérieure à 2 m

- \* une carte délimitant les zones où la vitesse de l'eau (V) pour une crue centennale est comprise entre :

- . 0 et 0,20 m/s
- . 0,20 et 0,50 m/s
- . 0,50 et 1m/s
- . supérieure à 1 m/s

### IV - La cartographie des zones à risques (aléa inondation)

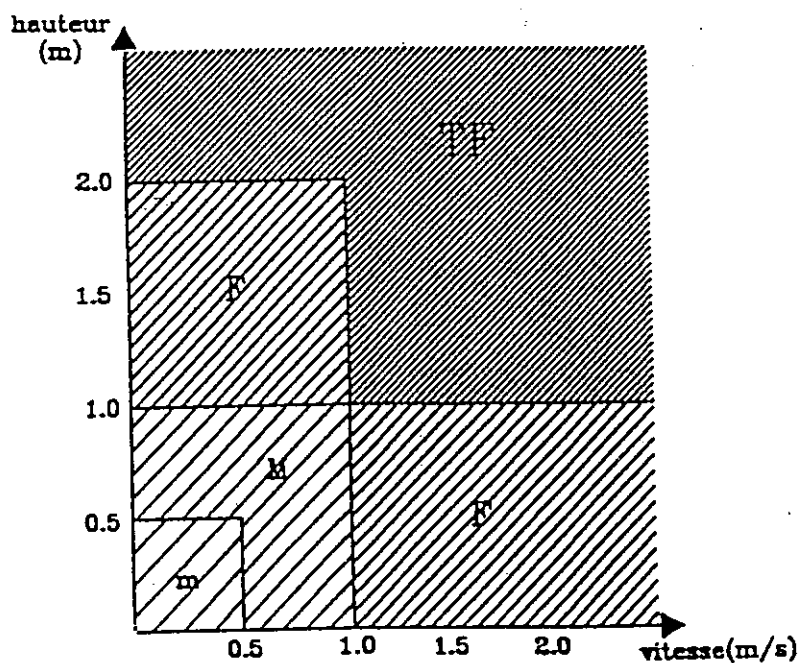
A partir des critères hauteur et vitesse pour une crue centennale, une carte des aléas a été réalisée, délimitant 4 types de zones à risques :

- \* *Risque très fort* :  $H > 2 \text{ m}$  et  $V < 1 \text{ m/s}$   
ou  $V > 1 \text{ m/s}$  et  $H > 1 \text{ m}$ .
- \* *Risque fort* :  $1 \text{ m} < H < 2 \text{ m}$  et  $V > 1 \text{ m/s}$   
ou  $V > 1 \text{ m/s}$  et  $H < 1 \text{ m}$
- \* *Risque moyen* :  $0,5 \text{ m} < H < 1 \text{ m}$  et  $0 < V < 1 \text{ m/s}$   
 $0 < H < 0,5 \text{ m}$  et  $0,5 < V < 1 \text{ m/s}$
- \* *Risque Modéré* :  $H < 0,5 \text{ m}$  et  $V < 0,5 \text{ m/s}$

## DEFINITION de l'ALEA INONDATION

Pour la crue de fréquence centennale T 100 ou la crue des plus hautes eaux connues (PHEC) si PHEC > T 100

Hauteur de submersion \ Vitesse moyenne	0 à 0,5 m/s	0,5 à 1 m/s	> 1 m/s
0 à 0,5 m	Modéré (m)	Moyen (M)	Fort (F)
0,5 à 1 m	Moyen (M)	Moyen (M)	Fort (F)
1 à 2 m	Fort (F)	Fort (F)	Très Fort (TF)
> 2 m	Très Fort (TF)	Très Fort (TF)	Très Fort (TF)



### LEGENDE

	TF	Très Fort	$H > 2 \text{ m et } V < 1 \text{ m/s}$ ou $V > 1 \text{ m/s et } H > 1 \text{ m}$
	F	Fort	$1 < H < 2 \text{ m et } V < 1 \text{ m/s}$ ou $V > 1 \text{ m/s et } H < 1 \text{ m}$
	M	Moyen	$H < 1 \text{ m et } V < 1 \text{ m/s}$
	m	modéré	$H < 0,5 \text{ m et } V < 0,5 \text{ m/s}$

## **V - Cartographie du zonage réglementaire**

Sur la base :

- du Plan d'Occupation des Sols
- de l'occupation existante, ou en cours de réalisation des terrains
- des cartes de l'aléa inondation

La cartographie réglementaire est élaborée en concertation avec la commune, elle délimite la zone Rouge (zones Ro et R1) la zone bleue (zones Bo, B1 et B2)

## **D - Le CONTENU du P.P.R. INONDATION**

Le contenu du plan de prévention du risque (P.P.R.) correspond à la traduction des prescriptions réglementaires à travers :

- \* le plan de zonage,
- \* le règlement.

### **D1 - Documents réglementaires**

#### **D1 - 1 - Le Plan de zonage**

A partir de l'étude BCEOM et de la carte des aléas, le plan de zonage réalisé sur le fonds de plan topographique prévoit deux zones :

#### **ZONE ROUGE**

exposée à un risque très important qui correspond aux zones d'aléas très fort et fort de la carte BCEOM.

\* Secteur R 0 : Zone d'aléa très fort où toute construction nouvelle est interdite.

\* Secteur R 1 : Zone d'aléa fort où toute construction nouvelle est interdite. Seuls, peuvent y être tolérés les emplacements de camping caravaning sous réserve de bénéficier d'un dispositif d'alerte suffisant.

#### **ZONE BLEUE**

exposée à un risque moindre que la zone rouge qui correspond aux zones d'aléas moyen et modéré de la carte BCEOM. La zone bleue est subdivisée en trois secteurs :

\* Secteur B0 : zone naturelle ou agricole dite « non urbaine » d'aléa moyen ou modéré où toute construction nouvelle est interdite. Seuls (au même titre que la zone R1), peuvent y être tolérés les emplacements de campings-caravanings sous réserve de bénéficier d'un dispositif d'alerte suffisant. Dans cette zone à caractère non urbain, malgré la présence d'un risque moins important, **il s'avère nécessaire de ne pas y construire en vue notamment de sauvegarder les zones d'expansion et d'écoulement des eaux lors de fortes crues.**

\* Secteur B1 : Zone déjà ou en partie urbanisée dite « urbaine » d'aléa moyen où toute construction nouvelle à usage d'hébergement (1) ou de réception du public est interdite. Y sont autorisées les constructions à usage industriel, artisanal ou agricole.

(1) en zone urbaine dense, les constructions à usage d'habitation peuvent être autorisées avec des prescriptions.

\* Secteur B2 : Zone déjà ou en partie urbanisée dite « urbaine » d'aléa modéré où toute construction peut être autorisée, sauf certaines constructions très vulnérables (hôpitaux, casernes de pompiers, écoles, maisons de retraite, ...)

## **D1 - II - Le règlement**

Le règlement prévoit donc un corps de mesures de prévention applicables à chaque zone et à chaque secteur. Ce règlement est ainsi structuré :

Article 1 : occupation et utilisations du sol interdites

Article 2 : occupation et utilisation du sol admises

Article 3 : prescriptions applicables aux constructions nouvelles, extensions, installations et équipements (Liste A)

Article 4 : prescriptions relatives à l'utilisation du sol et des espaces (préservations des zones d'écoulement et d'expansion) (Liste B)

Article 5 : - prescriptions applicables au bâti et équipements existants (listeC).

- recommandations relatives à l'utilisation des bâtiments et installations existants. (Liste D).

*Pour toutes les constructions, extensions, aménagements avec prescriptions le niveau de plancher de toute construction autorisée recevant soit une présence humaine, soit des équipements ou installations vulnérables, doit être réalisé à la cote de référence. **La cote de référence retenue correspond à la cote de la plus haute crue connue (crue centennale) majorée de 30 cm.***

## **D - 2 - Documents complémentaires**

### **D2 - 1 - Rapport de présentation**

Le présent rapport :

- explicite le cadre de la procédure du PPRI
- définit le risque inondation, cite les crues connues, indique les mesures d'information, de prévention, de surveillance, d'alerte et de sécurité
- présente les documents de PPRI et notamment les documents réglementaires (carte de zonage et règlement) et les documents explicatifs complémentaires.

### **D2 - 2 - Périmètre du plan de prévention**

Le périmètre du PPRI délimite le territoire de la commune concernée par le plan. Il a été défini dans l'arrêté préfectoral de prescription du PPRI.

### **D2 - 3 - Cartes de l'aléa inondation**

Elles ont été élaborées par le bureau d'étude spécialisé en hydraulique (BCEOM) à partir de : l'analyse des crues historiques, de la morphologie et de l'occupation de la vallée, des photographies aériennes au 1/8000, de fonds de plan topographiques au 1/2000, des reconnaissances sur le terrain, du recalage des modèles avec les crues historiques.

Elles présentent sur le fonds topographiques au 1/2000 la cartographie de l'aléa inondation établi pour la crue centennale.

### **D2 - 4 - Cartes des crues historiques**

La carte jointe au 1/5000 présente les relevés du secteur inondé par les crues pour lesquelles nous disposons de relevés :

- crue du 21 septembre 1980
- crue du 13 novembre 1996

### **D2 - 5 - Carte des enjeux**

Présentée au 1/5000 elle a été élaborée à partir de reconnaissances sur le terrain, compte tenu des connaissances des crues historiques, de l'étude de l'aléa inondation pour une crue centennale.

Elle présente les bâtiments potentiellement inondables, les voies qui seraient partiellement coupées. Ces documents sont pris en compte dans les plans de surveillance d'alerte et de secours mis en place.

### **D2 - 6 - Photographies**

Trois périodes sont présentées

- la première concerne l'événement de la crue du 21 septembre 1980 : les photographies sont évocatrices de l'ampleur de la crue
- la seconde concerne l'événement très récent de la crue du 13 novembre 1996
- la troisième présente les constructions en janvier 1999 exposées en partie au risque inondation.



## **I - Information**

Compte tenu de la situation du bourg de LAVOUTE en bordure de LOIRE, la conscience du risque inondation est présente depuis longtemps dans la population.

Les récentes crues de Septembre 1980 et Novembre 1996 ont participé au maintien et au développement de la connaissance du phénomène inondation. Le dossier Départemental des Risques Majeurs DDRM qui va être prochainement publié donne les informations générales sur le risque inondation.

## **II - Prévention**

Déjà pris en compte après la crue de 1980 le Plan d'Occupation des Sols établi en 1988 intègre le risque inondation.

Le présent PPRI vient accentuer la prise en compte du risque inondation en urbanisme suivant les dernières directives.

## **III - Protection**

Dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature, du programme d'aménagement de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire (EPALA), du programme de restauration des cours d'eau du Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Loire et des Affluents (SICALA) des études sont conduites sur des programmes de travaux d'aménagement et d'entretien du fleuve Loire.

## **IV - Surveillance Alerte Secours**

Dans le cadre du Réseau Départemental d'Annonce des Crues (RDAC) et des dispositifs d'alerte et de secours mis en oeuvre par les services compétents et les collectivités locales, les personnes vulnérables aux inondations ont été identifiées pour être informées et secourues de façon opportune et dans les meilleurs délais.

## **V - Propositions d'amélioration**

L'élaboration du présent PPRI a mis en évidence par la carte des enjeux : les constructions potentiellement inondables et les voies de circulation qui seraient ponctuellement coupées.

Il en ressort que le quartier des Longes serait difficilement accessible depuis le bourg de Lavoute, la RD 7 étant en partie coupée et le pont métallique de l'ancienne voie ferrée étant non circulable et trop fragile. En conséquence, la commune de LAVOUTE sur LOIRE envisage d'améliorer les caractéristiques et le revêtement du chemin dit « du cimetière ».

Ceci permettra depuis le bourg d'accéder au quartier des Longes en contournant par ce chemin la zone en partie inondée en crue centennale. La RD 7 a déjà été coupée en 1980.

**TABEAU SYNTHETIQUE DE LA REGLEMENTATION (PRESCRIPTIONS) APPLICABLE  
EN URBANISME SUR LES SECTEURS SITUES EN ZONE INONDABLE**

**a) En zone non urbaine**

	<b>Présence Humaine forte</b>	<b>Activités - Présence humaine modérée</b>	<b>Campings Caravaning</b>	<b>Extensions mesurées</b>	<b>Espaces de loisirs</b>	<b>Equipements</b>
<u>Nature des bâtiments</u> <u>et</u> <u>équipements</u>  <u>Zone d'aléa</u>	- habitations collectives ou individuelles - bâtiments à usage d'hébergement (hôtels, foyers, hôpitaux...) - bâtiments ou établissements recevant du public (E.R.P.), permanents commerces de grande capacité (1)	bâtiments d'activités : - industriels - artisanaux - agricoles -commerciaux	Création ou extension de : Campings caravaning	extensions mesurées de bâtiments, équipements , installations déjà existantes	Aire de loisirs  - jeux - jardins - parcs - sauvegarde des milieux	- Equipements et installations : - agricoles - forestiers - gravières  - Equipements et installations pour l'exploitation (eau, assainissement, déchets...) - Infrastructures nécessaires
<u>Très fort</u> (zone rouge, secteur RO)	<b>Interdit</b>	<b>Interdit</b>	<b>Interdit</b>	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée
<u>Fort</u> (zone rouge, secteur R1)	<b>Interdit</b>	<b>Interdit</b>	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée
<u>Moyen</u> (zone bleue, secteur Bo)	<b>Interdit</b>	<b>Interdit</b>	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée
<u>Modéré</u> (zone bleue, secteur Bo)	<b>Interdit</b>	<b>Interdit</b>	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée

(1) Etablissement de 1°, 2°, 3°, 4° et 5° catégorie à l'exception de la 5ème catégorie de faible capacité.

**SYNTHETIQUE DE LA REGLEMENTATION (PRESCRIPTIONS) APPLICABLE  
EN URBANISME SUR LES SECTEURS SITUES EN ZONE INONDABLE**

**b) En zone urbaine**

	<b>Présence Humaine forte</b>	<b>Activités - Présence humaine modérée</b>	<b>Campings Carvaning</b>	<b>Extensions mesurées</b>	<b>Espaces de loisirs</b>	<b>Equipements</b>
<div> <div>Nature des bâtiments et équipements</div> <div>Zone d'aléa</div> </div>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- habitations collectives ou individuelles</li> <li>- bâtiments à usage d'hébergement (hôtels, foyers, hôpitaux...)</li> <li>- bâtiments ou établissements recevant du public (E.R.P.), permanents</li> <li>commerces de grande capacité (1)</li> </ul>	bâtiments d'activités : <ul style="list-style-type: none"> <li>- industriels</li> <li>- artisanaux</li> <li>- agricoles</li> <li>- commerciaux</li> </ul>	Création ou extension de : Campings caravaning	extensions mesurées de bâtiments, équipements, installations déjà existantes	Aire de loisirs <ul style="list-style-type: none"> <li>- jeux</li> <li>- jardins</li> <li>- parcs</li> <li>- sauvegarde des milieux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Equipements et installations :               <ul style="list-style-type: none"> <li>. agricoles</li> <li>. forestiers</li> <li>. gravières</li> </ul> </li> <li>- Equipements et installations pour l'exploitation (eau, assainissement, déchets...)</li> <li>- Infrastructures nécessaires</li> </ul>
<u>Très fort</u> (zone rouge, secteur RO)	Interdit	Interdit	Interdit	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée
<u>Fort</u> (zone rouge, secteur R1)	Interdit	Interdit	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée
<u>Moyen</u> (zone bleue, secteur B1)	Interdit (2)	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée
<u>Modéré</u> (zone bleue, secteur B2)	Autorisation réglementée (3)	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée	Autorisation réglementée

(1) Etablissement de 1°, 2°, 3°, 4° et 5° catégorie à l'exception de la 5ème catégorie de faible capacité.

(2) En zone urbaine dense : les habitations peuvent être autorisées sous réserve de l'application des prescriptions énoncées (autorisations réglementées)

(3) Sont interdites les constructions très vulnérables ou stratégiques tels que caserne des pompiers, hôpitaux, maisons de retraite, groupe scolaire ...)





DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

# Commune de LAVOUTE - SUR - LOIRE

# P.P.R.I.

## Plan de prévention du risque inondation



9 FÉV 2000

Signature PASCAL

4

### Règlement



SEP. 1999

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT  
SERVICE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT



13, Rue des Moulins  
B.P. 350  
43012 LE PUY EN VELAY cedex  
Tél. 04 .71.05.84.05

# SOMMAIRE

	N° de page
<b>- Titre I - porté du règlement du PPRI</b>	
Article 1 - Champ d'application	4
Article 2 - Effets du PPRI	4
<b>- Titre II - Dispositions réglementaires du PPRI</b>	
- Objet des mesures de prévention	5
- Définitions remarques préliminaires	5
 <b><i>Chapitre I - Dispositions réglementaires applicables en zone Rouge (Aléa Très Fort et Aléa Fort)</i></b>	 9
<b>Secteur R0 (aléa Très fort)</b>	10
<u>Article 1</u> - Occupations et utilisations du sol interdites	10
<u>Article 2</u> - Occupations et utilisations du sol admises.	10
<u>Article 3</u> - Prescriptions applicables aux constructions nouvelles, extensions, installations et équipements	11
<u>Article 4</u> - Prescriptions relatives à l'utilisation du sol et des espaces pour préserver les zones d'écoulement et d'expansion des crues.	11
<u>Article 5</u> - Prescriptions et recommandations applicables au bâti et équipements existants.(Liste C)	11
- Recommandations applicables à l'existant (liste D).	
<b>Secteur R1 (aléa fort)</b>	12
<u>Article 1</u> - Occupations et utilisations du sol interdites	12
<u>Article 2</u> - Occupations et utilisations du sol admises.	12
<u>Article 3</u> - Prescriptions applicables aux constructions nouvelles, extensions, installations et équipements	13
<u>Article 4</u> - Prescriptions relatives à l'utilisation du sol et des espaces pour préserver les zones d'écoulement et d'expansion des crues.	13

	N° de page
<u>Article 5</u> - Prescriptions et recommandations applicables au bâti et équipements existants. (Liste C).	13
- Recommandations applicables à l'existant. (Liste D).	13
<b><u>Chapitre II - Dispositions applicables en zone bleue (aléa moyen et aléa modéré)</u></b>	14
<b>- Zone dite non urbaine</b>	
<b>Secteur Bo (Aléa moyen ou modéré) en zone dite « non urbaine »</b>	15
<u>Article 1</u> - Occupations et utilisations du sol interdites	15
<u>Article 2</u> - Occupations et utilisations du sol admises.	15
<u>Article 3</u> - Prescriptions applicables aux constructions nouvelles, extensions, installations et équipements	16
<u>Article 4</u> - Prescriptions relatives à l'utilisation du sol et des espaces pour préserver les zones d'écoulement et d'expansions des crues.	16
<u>Article 5</u> - Prescriptions et recommandations applicables aux constructions et équipements existants. (Liste C)	16
- Recommandations applicables à l'existant. (Liste D).	16
<b>- Zone dite urbaine</b>	
<b>Secteur B1 (Aléa moyen) en zone dite « urbaine »</b>	17
<u>Article 1</u> - Occupations et utilisations du sol interdites	17
<u>Article 2</u> - Occupations et utilisations du sol admises.	17
<u>Article 3</u> - Prescriptions applicables aux constructions nouvelles, extensions, installations et équipements	19
<u>Article 4</u> - Prescriptions relatives à l'utilisation du sol et des espaces pour préserver les zones d'écoulement et d'expansion ds crues.	19
<u>Article 5</u> - Prescriptions et recommandations applicables aux constructions et équipements existants. (Liste C)	19
- Recommandations applicables à l'existant. (Liste D).	19

Article 1 - Occupations et utilisations du sol interdites

20

Article 2 - Occupations et utilisations du sol admises.

Article 3 - Prescriptions applicables aux constructions nouvelles, extensions, installations et équipements

20

20

Article 4 - Prescriptions relatives à l'utilisation du sol et des espaces pour préserver les zones d'écoulement et d'expansion des crues.

21

Article 5 - Prescriptions et recommandations applicables aux constructions et équipements existants. (Liste C)

21

- Recommandations applicables à l'existant. (Liste D).

21

**Prescriptions/Recommandations**

21

**LISTE A**

prescriptions communes applicables aux constructions nouvelles, extensions mesurées, installations et équipements situés en zone inondable réglementée

**LISTE B**

22/23

Prescriptions relatives à l'utilisation du sol et des espaces situés en zone inondable (visant à la préservation des zones d'écoulement d'expansion des crues)

**LISTE C**

24

Prescriptions applicables au bâti et ouvrages existants en zone inondable

**LISTE D**

Recommandations applicables à l'exploitation et à l'utilisation des constructions et équipements existants en zone inondable.

25/26

27



**ARTICLE 1 - CHAMP d'APPLICATION**

Le présent règlement du P.P.R.I. s'applique à la partie du territoire de la commune de Lavoute sur Loire concernée par le Fleuve LOIRE. (n'est pas pris en compte dans le présent PPRI le territoire de la commune concernée par les inondations de la rivière Suisse ; seule la remontée des eaux de la Loire à la confluence avec la Suisse a été cartographiée).

Il détermine les mesures de prévention à mettre en oeuvre pour lutter contre le risque d'inondation, seul risque naturel prévisible pris en compte dans le présent PPRI.

Conformément à l'article 3 du décret N° 95-1089 du 5 Octobre 1995, le présent règlement précise, pour chaque zone délimitée au plan de zonage, les mesures d'interdiction et les prescriptions applicables, ainsi que les mesures de prévention et de protection.

Le territoire inclus dans le périmètre du P.P.R. Inondation a été divisé en deux zones (voir le plan de zonage) :

- une zone rouge fortement exposée au risque
- une zone bleue exposée à un risque moindre.

**ARTICLE 2 - EFFETS du P.P.R.**

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en oeuvre sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Ouvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Le P.P.R. vaut Servitude d'Utilité Publique. A ce titre, il doit figurer en annexe au Plan d'Occupation des Sols, conformément aux articles R 126.1 et R 126.2 du Code de l'urbanisme et à la circulaire n° 95-56 du 20 Juillet 1995 relative à l'annexion au POS des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.

Le non respect de certaines règles du P.P.R. ouvre la possibilité pour les assurances de déroger à certaines règles d'indemnisation des catastrophes naturelles.

## **OBJET des MESURES de PREVENTION**

Les mesures de prévention définies ci-après sont destinées à protéger les personnes, à limiter les dommages aux biens et activités existants et à éviter un accroissement des dommages dans le futur.

Elles consistent soit en des interdictions visant l'utilisation ou l'occupation des sols, soit en des mesures destinées à réduire les dommages.

Tout aménagement destiné à réduire le risque inondation doit faire l'objet d'une étude hydraulique détaillée et être soumis pour avis au service de l'Etat chargé de la prévention des crues.

## **DEFINITION - REMARQUES PRELIMINAIRES**

Le classement en zones indiqué dans le Plan de Prévention des Risques concerne la parcelle. Les bâtiments qui y sont implantés peuvent présenter des planchers dont les niveaux sont au-dessus de la crue centennale : ils ne seraient donc pas inondés en crue centennale. A contrario, les planchers dont les niveaux sont au dessous de la crue centennale seraient inondés en crue centennale. Localement, de petits secteurs qui ne pouvaient être identifiés pourraient être inondés, partiellement par remontée des eaux dans les canalisations d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales. Pour les parcelles non inondables en crue centennale mais situées en périphérie immédiate de la zone inondable, il convient de ne pas aménager de locaux en sous sol à un niveau inférieur à la cote de référence ; si l'on veut se prémunir des inondations en crue centennale.

Le classement en zone de risque (très fort, fort, moyen, modéré) est effectué à partir de la grille définissant les hauteurs d'eau et les vitesses pour la crue centennale retenue comme crue de référence. La cote dite « de référence » a été introduite pour intégrer la marge de 30 cm prenant en compte les imprécisions dans l'estimation des cotes. C'est également une marge de précaution pour les projets et aménagements neufs.

L'objectif du P.P.R.I. est d'afficher le niveau de risque et de définir les dispositions à prendre en compte par rapport au risque inondation dans les autorisations d'urbanisme. Ces dispositions propres à chaque zone s'appliquent aux équipements neufs et aux aménagements des constructions et installations existantes.

- Pour les terrains non construits, le zonage est défini sur les plans,
- Pour les bâtiments existants, le zonage est celui de la parcelle sur laquelle ils sont implantés. Lors des travaux d'aménagement, les prescriptions applicables sont celles de la zone considérée ; il convient de prendre également en compte la cote de référence :
  - \* altitude en dessous de laquelle les locaux sont inondables en crue centennale
  - \* altitude au-dessus de laquelle les locaux ne sont pas inondables en crue centennale.

### **Constructions et équipements existants**

Les constructions et équipements existants sont ceux qui existent à la date d'approbation du présent règlement dans l'état où ils se trouvent : les travaux de rénovation ou d'amélioration sont soumis aux prescriptions applicables au bâti et ouvrages existants (circulaire du 24 Avril 1996). L'exploitation et l'utilisation des bâtiments et ouvrages existants est soumise aux recommandations édictées (liste C).

### **Extension mesurée** (assortie des prescriptions de la liste A)

- Pour les bâtiments à usage d'habitation, il s'agit de travaux rendant plus habitable la construction sans création de logement supplémentaire.
- Pour les autres bâtiments, il s'agit de travaux d'adaptation ou de modernisation rendus nécessaires par l'évolution de l'activité (adaptation aux normes ...) n'entraînant pas de changement de destination du ou des bâtiments.
- L'extension de surface bâti, est limitée en surface. Une seule extension mesurée dans la limite des surfaces indiquées sera autorisée.

*En zone rouge (R0) à 10 m<sup>2</sup> pour locaux sanitaires, techniques de loisirs.*

*En zone rouge (R1) et en zone Bleue (B1, B2) à 20 m<sup>2</sup> d'emprise au sol ou, pour l'extension d'activités économiques, d'une augmentation maximale de 20 % de l'emprise au sol, à condition d'en limiter la vulnérabilité - avec publicité foncière pour éviter la répétition des demandes.*

### **Etablissements recevant du public (E.R.P.)**

- ERP permanents et de grande capacité : constructions classées « Etablissement Recevant du Public » de 1ère, 2ème, 3ème, 4ème et 5ème catégorie de plusieurs dizaines de personnes.
- ERP permanents de faible capacité : constructions classées « Etablissement Recevant du Public » de 5ème catégorie dont la capacité est limitée à quelques dizaines de personnes.
- ERP non permanents : cela concerne les installations qui
  - compte tenu de leurs caractéristiques sont classés Etablissements Recevant du Public (ERP)
  - ne sont pas des constructions (amovibles, démontables ou déplaçables)
  - sont mises en place pour une durée limitée dans le temps.

## **Manifestations occasionnelles**

**La tenue de manifestations occasionnelles** (foires, fêtes, cirques, expositions ...) nécessitant l'occupation d'espaces classés en zone inondable ne peut être traité par le présent règlement.

Ces autorisations pourront être délivrées par les autorités compétentes après avis favorable de la sous commission chargée de la sécurité qui prendra en compte les éléments suivants :

- la nature de la manifestation
- les installations et équipements installés
- la période de l'année à laquelle elle se déroule
- la durée de la manifestation
- l'existence d'un réseau de surveillance et d'alerte des crues
- le délai d'alerte
- la configuration du site : voie d'accès et d'évacuation
- les dispositifs de surveillance et de sécurité mis en oeuvre
- autres éléments locaux relatifs à la sécurité des personnes et des biens vis à vis du risque inondation.

**La sous-commission chargée de la sécurité** sera compte tenu de la nature de la manifestation :

- la **sous-commission Départementale pour la Sécurité** contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;
- la **commission de sécurité d'Arrondissement** ;
- l'**avis du maire au titre de son pouvoir de police** par les manifestations qui ne nécessiterait pas le passage de la sous commission départementale pour la sécurité ou de la commission de sécurité d'arrondissement.

## **Changement de destination**

Il s'agit de travaux intérieurs soumis à permis de construire et de tout changement de l'activité exercée ou de l'affectation initiale.

**sont interdits** ceux qui induiraient une aggravation de la vulnérabilité humaine par augmentation de la présence humaine soit en nombre d'occupants, soit en durée d'occupation (locaux de sommeil ...) ou une augmentation de la vulnérabilité économique (valeur des biens après transformation pour adaptation à la nouvelle destination).

**Sont autorisés** sous réserve des prescriptions réglementaires le changement de destination qui conduit :

- au maintien strict de la vulnérabilité humaine et/ou économique
- à la baisse de la vulnérabilité humaine, sous réserve de limiter par des dispositions la vulnérabilité économique (prescriptions de la liste A)

## **Reconstruction**

La démolition d'un bâtiment existant et son remplacement par la construction d'un bâtiment constitue une construction nouvelle soumise aux prescriptions de la liste A.

## **Rénovation/Amélioration**

Sous réserve qu'il ne s'agisse pas de reconstruction ni de travaux de transformation conduisant à un changement de destination (traités ci-dessus).

Les travaux seront soumis aux prescriptions applicables aux bâtiments existants.

### **\* Zone dite « non urbaine »**

Il s'agit de secteur à vocation agricole, d'espaces vierges ou à protéger (espaces naturels, zones de risques ...) ou d'espaces situés en périphérie des bourgs et hameaux comportant éventuellement quelques constructions anciennes dispersées, quel que soit le classement de ces zones dans le document d'urbanisme éventuellement existant.

### **\* Zone dite « urbaine »**

Il s'agit d'espaces comportant des bâtiments, des aménagements, des équipements publics existants ou en cours de réalisation permettant d'admettre immédiatement une ou des constructions ou équipements.

### **\* Zone dite « urbaine dense »**

Il s'agit de la zone où le rapport entre la surface cumulée des parcelles construites, à la surface cumulée des parcelles construites et non construites atteint ou dépasse 75 % (secteurs pour lesquels le taux des parcelles non construits est inférieur à 25 %).

## **Cote de référence**

la cote de référence retenue correspond à la cote de la plus haute crue connue (crue centennale) majorée de 30 cm.

# **CHAPITRE I**

## **DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE**

La zone rouge est une zone exposée à un risque très important en raison notamment des hauteurs d'eau, des vitesses et de la périodicité des crues.

La zone rouge est subdivisée en deux secteurs :

- Secteur R0 : Secteur exposé à un risque très fort
- Secteur R1 : Secteur exposé à un risque fort.

# **SECTEUR R0**

**Il s'agit d'un secteur exposé à un risque très fort** où toute construction nouvelle est interdite compte-tenu du risque encouru par les hommes et les biens et de la nécessité de sauvegarder le champ d'écoulement des eaux en cas de crues. Seuls, y sont tolérés des aménagements légers sous réserve qu'ils ne perturbent pas l'écoulement des eaux en cas de crues. Ainsi, l'extension mesurée des bâtiments existants à condition de ne pas augmenter leur vulnérabilité y est admise.

## **ARTICLE 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES**

- Les constructions, de quelque nature qu'elles soient, sous réserve des dispositions prévues à l'article 2 ci-après,

- les dispositifs de clôtures freinant fortement l'écoulement des eaux tels que murs, murets, grillages serrés...,

- les créations de campings-caravaning,

- le stationnement des caravanes isolées,

- les dépôts ou stockages, de tout matériau ou produit

- les plantations d'arbres à maille serrée (espacement < 6 m) et les haies arbustives,

- les affouillements ou exhaussements du sol, sauf ceux de nature à abaisser le risque collectif encouru par les constructions existantes.

## **ARTICLE 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES**

Sous réserve d'être conçus pour ne pas freiner, ni gêner l'écoulement des eaux en cas de crue et sous réserve d'être de faible vulnérabilité :

- les équipements et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou aux activités de gravières existantes,

- les ouvrages techniques et travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics, tels que la pose de lignes ou de câbles, les prises d'eau et installations nécessaires aux captages et à leurs protections, les ouvrages d'épuration d'eaux usées en cas de forte contrainte de localisation, les travaux d'infrastructure routière, les installations nécessaires à la prévention des crues...

- Les aires de loisirs, de jeux et de sports, les jardins, parcs et autres espaces de détente et de promenade ainsi que les équipements de locaux indispensables (sanitaires, technique).

- Les installations et équipements nécessités par la tenue de certaines manifestations temporaires pourront être autorisées après avis favorable de la commission de sécurité compétente ou de l'avis du maire au titre de son pouvoir de police.

- les espaces de préservation et de mise en valeur des milieux naturels,
- l'extension mesurée des constructions et des installations existantes sous réserve qu'il n'y ait pas augmentation de leur capacité.
- les aires de stationnement nécessaires à l'exercice des activités autorisées,
- les travaux d'entretien et de gestion courante des constructions et des installations existantes, notamment :
  - \* les aménagements intérieurs,
  - \* les modifications de façades,
  - \* la réfection des toitures.
- Les dispositifs de clôture, sous réserve qu'ils ne freinent pas fortement l'écoulement des eaux,
- les plantations d'arbres espacés de plus de 6 m (hors lit mineur),
- tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques, sous réserve qu'une étude hydraulique détaillée soit réalisée afin d'apprécier l'impact des travaux et aménagements prévus.
- tous travaux, aménagements, installations ou constructions indispensables au fonctionnement ou à la modernisation des camping-caravaning existants,

**ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS NOUVELLES, RECONSTRUCTIONS, EXTENSIONS MESUREES, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS** situés en zone inondable avec autorisation réglementée : elles sont édictées sur la liste A.

**ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'UTILISATION DES ESPACES SITUES EN ZONE INONDABLE** visant à la préservation des zones d'écoulement et d'expansion des crues : elles sont édictées sur la liste B.

**ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX CONSTRUCTIONS ET EQUIPEMENTS EXISTANTS**

- Les prescriptions applicables au bati et ouvrages existants dans les zones inondables sont définies dans la liste C.
- les recommandations applicables à l'exploitation et à l'utilisation des constructions et équipements existants sont définies sur la liste D.



# **SECTEUR R1**

**Il s'agit d'un secteur exposé à un risque fort** où toute construction nouvelle est interdite compte-tenu du risque encouru par les hommes et les biens et de la nécessité de sauvegarder le champ d'écoulement des eaux en cas de crues. Seuls y sont tolérés des aménagements légers ainsi que les emplacements des campings-caravanings sous réserve qu'ils ne perturbent pas l'écoulement des eaux en cas de crues. L'extension mesurée des bâtiments existants est également admise sous réserve d'être de faible vulnérabilité.

## **ARTICLE 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATION DU SOL INTERDITES**

- Les constructions de quelque nature qu'elles soient, sous réserve des dispositions prévues à l'article 2 ci-après,

- les dispositifs de clôtures freinant fortement l'écoulement des eaux, tels que murs, murets, grillages serrés,...

- le stationnement des caravanes isolées,

- les dépôts ou stockage, de tout matériau ou produit

- Les plantations d'arbres à maille serrée (espacement < 6 m) et les haies arbustives,

- les affouillements ou exhaussements du sol, sauf ceux de nature à abaisser le risque collectif encouru par les constructions existantes.

## **ARTICLE 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES**

Sous réserve d'être conçus pour ne pas freiner, ni gêner l'écoulement des eaux en cas de crue et sous réserve d'être de faible vulnérabilité :

- les équipements et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou aux activités de gravières existantes,

- les ouvrages techniques et travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics tels que la pose de lignes ou de câbles, les prises d'eau et installations nécessaires aux captages et à leurs protections, les ouvrages d'épuration des eaux usées en cas de forte contraintes de localisation, les travaux d'infrastructure routière, les installations nécessaires à la prévention des crues,...

- les aires de loisirs, de jeux et de sports, les jardins, parcs et autres espaces de détente et de promenade, ainsi que les équipements et locaux indispensables (sanitaire, technique)

- Les installations et équipements nécessités par la tenue de certaines manifestations temporaires pourront être autorisées après avis favorable de la commission de sécurité compétente ou de l'avis du maire au titre de son pouvoir de police.

- les espaces de préservation et de mise en valeur des milieux naturels,
- l'extension mesurée des constructions et installations existantes sous réserve qu'il n'y ait pas augmentation de leur capacité.
- les aires de stationnement nécessaires à l'exercice des activités autorisées.
- les travaux d'entretien et de gestion courante des constructions et des installations existantes, notamment :
  - \* les aménagements intérieurs,
  - \* les modifications de façades,
  - \* la réfection des toitures.
- Les dispositifs de clôtures, sous réserve qu'ils ne freinent pas fortement l'écoulement des eaux,
- les plantations d'arbres espacés de plus de 6 m,
- les campings-caravanings sous réserve que le site :
  - \* bénéficie de modalités d'alerte suffisantes,
  - \* permette la mise en oeuvre de l'ensemble des équipements contribuant à la sécurité des occupants,
  - \* permette l'implantation des constructions nécessaires à l'accueil et à l'exploitation dans une zone de risque moindre.
- Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques sous réserve qu'une étude hydraulique détaillée soit réalisée afin d'apprécier l'impact des travaux et aménagements prévus.
- Tous travaux, aménagements, installations ou constructions indispensables au fonctionnement ou à la modernisation des camping-caravaning existants,

**ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS NOUVELLES, RECONSTRUCTIONS, EXTENSIONS MESUREES, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS** situés en zone inondable avec autorisation réglementée : elles sont édictées sur la liste A.

**ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'UTILISATION DES ESPACES SITUES EN ZONE INONDABLE** visant à la préservation des zones d'écoulement et d'expansion des crues : elles sont édictées sur la liste B.

**ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX CONSTRUCTIONS ET EQUIPEMENTS EXISTANTS**

- Les prescriptions applicables au bâti et ouvrages existants dans les zones inondables sont définies dans la liste C.
- les recommandations applicables à l'exploitation et à l'utilisation des constructions et équipements existants sont définies sur la liste D.

## **CHAPITRE II**

# **DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE**

La zone bleue est une zone exposée à un risque moindre que la zone rouge. Néanmoins, les hauteurs d'eau, les vitesses et la périodicité des crues nécessitent la mise en place de mesures de prévention. La zone bleue est subdivisée en trois secteurs correspondant à des vulnérabilités ou risques décroissants.

- Secteur BO : secteur naturel ou agricole dit « non urbain » exposé à un risque moyen ou modéré.

- Secteur B1 : secteur situé dans une « zone urbanisée », exposé à un risque moyen.

- Secteur B2 : secteur situé dans une « zone urbanisée », exposé à un risque modéré.

# **SECTEUR B0**

**Il s'agit d'un secteur agricole ou naturel dit « non urbain » exposé à un risque moyen ou modéré.** Compte-tenu du risque existant pour les personnes et les biens, de la nécessité de sauvegarder le champ d'écoulement des eaux en cas de crues, de la vocation naturelle et agricole du secteur, seuls y sont tolérés des aménagements légers ainsi que les emplacements des campings-caravanings sous réserve qu'ils ne perturbent pas l'écoulement des eaux en cas de crues. L'extension mesurée des bâtiments existants sans changement de destination y est également admise sous réserve d'être de faible vulnérabilité.

## **ARTICLE 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATION DU SOL INTERDITES**

- Les constructions de quelque nature qu'elles soient, sous réserve des dispositions prévues à l'article 2 ci-après,
- les dispositifs de clôtures freinant fortement l'écoulement des eaux, tels que murs, murets, grillages serrés,...
- le stationnement des caravanes isolées,
- les dépôts ou stockage, de quelque nature qu'ils soient, sauf ceux nécessaires à l'exercice d'activités existantes.
- Les plantations d'arbres à maille serrée (espacement < 6 m) et les haies arbustives,
- les affouillements ou exhaussements du sol, sauf ceux de nature à abaisser le risque collectif encouru par les constructions existantes.

## **ARTICLE 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES**

Sous réserve d'être conçus pour ne pas freiner, ni gêner l'écoulement des eaux en cas de crue et sous réserve d'être de faible vulnérabilité :

- les équipements et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou aux activités de gravières existantes,
- les ouvrages techniques et travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics tels que la pose de lignes ou de câbles, les prises d'eau et installations nécessaires aux captages et à leurs protections, les ouvrages d'épuration des eaux usées en cas de forte contraintes de localisation, les travaux d'infrastructure routière, les installations nécessaires à la prévention des crues,...
- les aires de loisirs, de jeux et de sports, les jardins, parcs et autres espaces de détente et de promenade, ainsi que les équipements et locaux indispensables (sanitaire, technique : CE circulaire du 24/4/1996).
- Les installations et équipements nécessités par la tenue de certaines manifestations temporaires pourront être autorisées après avis favorable de la commission de sécurité compétente ou de l'avis du maire au titre de son pouvoir de police.
- les espaces de préservation et de mise en valeur des milieux naturels,

- l'extension mesurée des constructions et installations existantes sous réserve qu'il n'y ait pas augmentation de leur capacité.

- Les dépôts ou stockages et les aires de stationnement nécessaires à l'exercice des activités existantes,

- les travaux d'entretien et de gestion courante des constructions et des installations existantes, notamment :

- \* les aménagements intérieurs,
- \* les modifications de façades,
- \* la réfection des toitures.

- Les dispositifs de clôtures, sous réserve qu'ils ne freinent pas fortement l'écoulement des eaux,

- les plantations d'arbres espacés de plus de 6 m,

- les campings-caravanings sous réserve que le site :

\* bénéficie de modalités d'alerte suffisantes,

\* permette la mise en oeuvre de l'ensemble des équipements contribuant à la sécurité des occupants,

\* permette l'implantation des constructions nécessaires à l'accueil et à l'exploitation dans une zone de risque moindre.

- tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques sous réserve qu'une étude hydraulique détaillée soit réalisée afin d'apprécier l'impact des travaux et aménagements prévus.

- tous travaux, aménagements, installations ou constructions indispensables au fonctionnement ou à la modernisation des camping-caravaning existants.

**ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS NOUVELLES, RECONSTRUCTIONS, EXTENSIONS MESUREES, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS** situés en zone inondable avec autorisation réglementée : elles sont édictées sur la liste A.

**ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'UTILISATION DES ESPACES SITUES EN ZONE INONDABLE** (visant à la préservation des zones d'écoulement et d'expansion des crues) elles sont édictées sur la liste B.

**ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX CONSTRUCTIONS ET EQUIPEMENTS**

- Les prescriptions applicables au bâti et ouvrages existants dans les zones inondables sont définies dans la liste C.

- les recommandations applicables à l'exploitation et à l'utilisation des constructions et équipements existants sont définies sur la liste D.

# SECTEUR B1

**Il s'agit d'un secteur situé en zone urbanisée exposé à un risque moyen.** Compte-tenu du risque existant pour les personnes et les biens, de la nécessité de sauvegarder le champ d'écoulement des eaux en cas de crues, de la vocation urbaine du secteur, pourront y être autorisés toute construction ou aménagement n'entraînant pas une présence humaine permanente (1) ou n'ayant pas vocation à l'accueil du public. L'extension mesurée des habitations individuelles ou collectives, des bâtiments d'hébergement, des Etablissements Recevant du Public et des commerces y est cependant admise sous réserve que leur capacité ne soit pas augmentée.

## **ARTICLE 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES**

- Les constructions à usage d'habitation, qu'elles soient de type individuel ou collectif, (1)
- les constructions à usage d'hébergement,
- les établissements recevant du public (2) et les commerces,
- les dispositifs de clôtures freinant fortement l'écoulement des eaux tels que murs, murets, grillages serrés, ...
- le stationnement des caravanes isolées,
- les plantations d'arbres à maille serrée (espacement < 6 m) et les haies arbustives,
- les affouillements ou exhaussements du sol, sauf ceux de nature à abaisser le risque collectif encouru par les constructions existantes ainsi que ceux rendus nécessaires pour l'édification des constructions admises cités ci-après (article 2).

## **ARTICLE 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES**

Sous réserve d'être conçus pour ne pas freiner, ni gêner l'écoulement des eaux en cas de crue et sous réserve que le niveau du plancher des constructions recevant soit une présence humaine, soit des équipements ou installations vulnérables, soit réalisé au-dessus de la cote de référence :

- seulement en zone urbaine dense : les constructions à usage d'habitation (1)
- les bâtiments à usage industriel, artisanal ou agricole ne nécessitant pas une présence humaine permanente,
- les équipements et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou aux activités de gravières existantes,

*(1) Les constructions à usage d'habitation seront autorisées avec prescriptions seulement sur les zones urbaines denses.*

*(2) Etablissement de 1°, 2°, 3°, 4° et 5° catégorie (à l'exception de la 5° catégorie de faible capacité).*

- les ouvrages techniques et travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics tels que la pose de lignes ou de câbles, les prises d'eau et installations nécessaires aux captages et à leurs protections, les ouvrages d'épuration des eaux usées en cas de forte contraintes de localisation, les travaux d'infrastructure routière, les installations nécessaires à la prévention des crues,...

- les aires de loisirs, de jeux et de sports, les jardins, parcs et autres espaces de détente et de promenade, ainsi que les équipements et locaux indispensables (sanitaire, technique :

- Les installations et équipements nécessités par la tenue de certaines manifestations temporaires pourront être autorisées après avis favorable de la commission de sécurité compétente ou de l'avis du maire au titre de son pouvoir de police.

- les espaces de préservation et de mise en valeur des milieux naturels,

- l'extension mesurée des constructions à usage d'habitations (3) collectives ou individuelles, d'hébergement ou Etablissements Recevant du Public ou commerce sous réserve qu'il n'y ait pas augmentation de leur capacité.

- Les dépôts ou stockages et les aires de stationnement nécessaires à l'exercice des activités autorisées,

- les travaux d'entretien et de gestion courante des installations et des constructions existantes à usage d'habitations collectives ou individuelles, d'hébergement, Etablissements Recevant du Public ou commerce, notamment :

- \* les aménagements intérieurs,
- \* les modifications de façades,
- \* la réfection des toitures.

- Les dispositifs de clôtures, sous réserve qu'ils ne freinent pas fortement l'écoulement des eaux,

- les plantations d'arbres espacés de plus de 6 m,

- les campings-caravanings sous réserve que le site :

\* bénéficie de modalités d'alerte suffisantes,

\* permette la mise en oeuvre de l'ensemble des équipements contribuant à la sécurité des occupants,

\* permette l'implantation des constructions nécessaires à l'accueil et à l'exploitation dans une zone de risque moindre.

- tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques sous réserve qu'une étude hydraulique détaillée soit réalisée afin d'apprécier l'impact des travaux et aménagements prévus.

- tous travaux, aménagements, installations ou constructions indispensables au fonctionnement ou à la modernisation des camping-caravaning existants.

*(3) En zone urbaine dense l'augmentation de capacité pourra être admise.*

**ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS NOUVELLES, RECONSTRUCTIONS, EXTENSIONS MESUREES, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS** situés en zone inondable avec autorisation réglementée : elles sont édictées sur la liste A.

**ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'UTILISATION DES ESPACES SITUES EN ZONE INONDABLE** (visant à la préservation des zones d'écoulement et d'expansion des crues) : elles sont édictées sur la liste B.

**ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX CONSTRUCTIONS ET EQUIPEMENTS EXISTANTS**

- Les prescriptions applicables au bati et ouvrages existants dans les zones inondables sont définies dans la liste C

- les recommandations applicables à l'exploitation et à l'utilisation des constructions et équipements existants sont définis sur la liste D.



## **SECTEUR B2**

**Il s'agit d'un secteur situé en zone urbanisée exposé à un risque modéré.** Compte-tenu du risque existant pour les personnes et les biens, de la nécessité de sauvegarder le champ d'écoulement des eaux en cas de crue, de la vocation urbaine du secteur, pourront y être autorisés toute construction ou aménagement. Seules, certaines constructions très vulnérables ou stratégiques y seront interdites, telles que caserne de pompiers, hôpitaux, maisons de retraite, groupes scolaires,... L'extension mesurée de ces constructions très vulnérables y sera cependant tolérée sous réserve qu'il n'y ait pas augmentation de leur capacité.

### **ARTICLE 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES**

- Les constructions très vulnérables ou stratégiques telles que caserne de pompiers, hôpitaux, maisons de retraite, groupes scolaires,...
- les dispositifs de clôtures freinant fortement l'écoulement des eaux tels que murs, murets, grillages serrés,...
- le stationnement de caravanes isolées,
- les plantations d'arbres à maille serré (espacement < 6 m) et les haies arbustives,
- les affouillements ou exhaussements du sol, sauf ceux de nature à abaisser le risque collectif encouru par les constructions existantes ainsi que ceux rendus nécessaires pour l'édification des constructions admises citées ci-après (article 2).

### **ARTICLE 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES**

Sous réserve d'être conçus pour ne pas freiner, ni gêner l'écoulement des eaux en cas de crue et sous réserve que le niveau de plancher des constructions recevant soit une présence humaine, soit des équipements ou installations vulnérables, soit réalisé au-dessus de la cote de référence :

- les constructions, de quelque nature qu'elles soient, sauf les constructions très vulnérables ou stratégiques citées à l'article 1 ci-avant,
- les équipements et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou aux activités de gravières existantes,
- les ouvrages techniques et travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics tels que la pose de lignes ou de câbles, les prises d'eau et installations nécessaires aux captages et à leurs protections, les ouvrages d'épuration des eaux usées en cas de forte contraintes de localisation, les travaux d'infrastructure routière, les installations nécessaires à la prévention des crues,...
- les aires de loisirs, de jeux et de sports, les jardins, parcs et autres espaces de détente et de promenade, ainsi que les équipements et locaux indispensables (sanitaire, technique).
- Les installations et équipements nécessités par la tenue de certaines manifestations temporaires pourront être autorisées après avis favorable de la commission de sécurité compétente ou de l'avis du maire au titre de son pouvoir de police.

- les espaces de préservation et de mise en valeur des milieux naturels,
- l'extension des constructions et installations existantes
- pour les constructions très vulnérables ou stratégiques citées à l'article 1 ci-avant, l'extension mesurée est autorisée sous réserve qu'il n'y ait pas augmentation de leur capacité.
- Les dépôts ou stockages et les aires de stationnement nécessaires à l'exercice des activités autorisées,
- les travaux d'entretien et de gestion courante de toutes les constructions et installations existantes, notamment :
  - \* les aménagements intérieurs,
  - \* les modifications de façades,
  - \* la réfection des toitures.
- Les dispositifs de clôtures, sous réserve qu'ils ne freinent pas fortement l'écoulement des eaux,
- les plantations d'arbres espacés de plus de 6 m,
- les campings-caravanings sous réserve que le site :
  - \* bénéficie de modalités d'alerte suffisantes,
  - \* permette la mise en oeuvre de l'ensemble des équipements contribuant à la sécurité des occupants,
  - \* permette l'implantation des constructions nécessaires à l'accueil et à l'exploitation dans une zone de risque moindre.
- tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques sous réserve qu'une étude hydraulique détaillée soit réalisée afin d'apprécier l'impact des travaux et aménagements prévus.
- tous travaux, aménagements, installations ou constructions indispensables au fonctionnement ou à la modernisation des camping-caravaning existants.

**ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS NOUVELLES, RECONSTRUCTIONS, EXTENSIONS MESUREES, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS** situés en zone inondable avec autorisation réglementée : elles sont dictées sur la liste A.

**ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'UTILISATION DES ESPACES SITUES EN ZONE INONDABLE** (visant à la préservation des zones d'écoulement et d'expansion des crues) : elles sont édictées sur la liste B.

**ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX CONSTRUCTIONS ET EQUIPEMENTS EXISTANTS**

- Les prescriptions applicables au bati et ouvrages existants dans les zones inondables sont définies dans la liste C.
- les recommandations applicables à l'exploitation et à l'utilisation des constructions et équipements existants sont définis sur la liste D.

## LISTE A

### PRESCRIPTIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS NOUVELLES, RECONSTRUCTIONS EXTENSIONS MESUREES, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS EN ZONE INONDABLE REGLEMENTEE

#### Règles générales G1 et G2

G1 - Certains équipements de sécurité et/ou de gestion des cours d'eau, d'intérêt général pourront si nécessaire déroger aux dispositions communes précitées s'ils ne constituent pas un obstacle important à l'écoulement des crues.

G2 - Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque inondation sont admis sous réserve de la production d'une étude hydraulique explicitant l'acceptabilité des impacts.

#### Règles d'Urbanisme U1 à U3

U1 - Les constructions seront **orientées** dans le sens du courant, les constructions doivent être **alignées** sur les bâtiments existants et ne pas constituer une saillie susceptible de faire obstacle ou de modifier le régime d'écoulement des eaux.

U2 - Les **extensions mesurées** ne seront autorisées que sous réserve de la nécessité de mise aux normes pour le maintien de l'activité existante ou de l'amélioration de l'habitabilité en étant exclus toute modification ou tout changement de destination aggravant la vulnérabilité.

U3 - Les **équipements de loisirs, de sports, de jeux et les bâtiments annexes** à ces structures devront répondre aux prescriptions propres à chaque zonage d'aléa défini, être implantés en secteur d'aléa le plus faible et si possible hors zone inondable et faire obstacle de façon minime à l'écoulement des eaux.

#### Règles de construction C1 à C12

C1 - Le **niveau du plancher** des constructions nouvelles recevant soit une présence humaine, soit des activités humaines et économiques vulnérables, **sera en zone inondable réalisé à la cote de référence**.

C2 - Les **sous-sol** sont interdits. Le terme « sous-sols » s'applique à tout ou partie de local implanté sous le niveau du terrain naturel, la cote du terrain naturel étant considérée avant travaux de déblaiement ou de remblaiement.

C3 - Les **locaux dont les niveaux de plancher sont au dessous de la cote de référence compte tenu de contraintes d'adaptation au terrain ou architecturale**, ne seront autorisés que pour le stockage des biens aisément déplaçables ou non vulnérables à l'eau (garage individuel, locaux de stockage, abri de jardin ...).

C4 - Les **citernes** de toute nature ou cuves à mazout, à gaz,..., devront être lestées, résister à la pression hydrostatique. L'ensemble de l'installation devra être étanche.

C5 - Les **coffrets d'alimentation électrique et les chaudières individuelles et collectives** devront être positionnés au-dessus de la cote de référence. Il en est de même pour les **appareils électroménagers, électroniques et micromécaniques** vulnérables à l'eau et difficilement déplaçables (ex : congélateurs...).

**Le tableau de distribution électrique** doit être conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans tout le niveau inondable, sans couper dans les niveaux supérieurs.

**C6 - Les fondations des constructions** devront prendre en compte les problèmes de sous-pression, d'affouillement et de tassement liés aux crues.

**C7 - Les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement** devront être équipés de clapets anti-retour.

**C8 - Les ouvertures diverses telles que portes, baies vitrées, fenêtres, soupiraux...** ne devront en aucun cas être réalisés sur la façade exposée à l'effet dynamique des eaux en-dessous de la cote de référence.

**C9 - Les ouvertures diverses telles que soupiraux et baies** devront être rendues étanches et obturables en période de crue à l'aide de dispositifs d'étanchéité appropriés jusqu'à la cote de référence.

**C10 - Le mobilier extérieur** de toute nature doit être fixé de façon à résister aux effets d'entraînement résultant de la crue de référence.

**C11 - L'éclairage des allées** et les câbles externes d'alimentation en électricité doivent être étanches.

**C12 - Des zones de stationnement, zones de loisirs, zones de préservation des milieux naturels** pourront être réalisés sous réserve de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et de présenter de par leur emplacement et leur conception une vulnérabilité limitée en cas de crue. Pour le stationnement, il servira uniquement aux périodes nécessaires à l'exercice de l'activité pour laquelle il a été créé.

### **Règles d'Exploitation EX. 1 à Ex. 3**

**Ex. 1 -** Au-delà des règles d'urbanisme, **l'attention des constructeurs est attirée sur leur responsabilité quant à la prise en compte de l'aléa inondation** et du risque lié à celui-ci dans la **conception, l'agencement et l'exploitation** de leurs locaux (stockage de produits polluants, dispositions des équipements vitaux, réseaux de communications, utilisation de matériaux non sensibles à l'eau, dispositifs d'étanchéité ou de vidange appropriés, réseaux techniques au-dessus de la cote de la crue de référence ou/et dispositifs de coupure, etc...).

**Ex. 2 - Tout stockage et dépôt** de toute nature, notamment de matière ou produits polluants et/ou sensibles à l'humidité doit être soit réalisé dans un conteneur étanche dont toutes les ouvertures sont étanches, arrimé et lesté de façon à résister à la crue de référence et notamment ne pas être entraîné lors de cette crue ; soit implanté au-dessus de la cote de référence.

**Ex. 3 - Les propriétaires et exploitants** de terrains de camping, d'aires de loisirs, de sports, d'établissements recevant du public, de commerces, d'activités industrielles, artisanales ou de services **doivent** :

- **afficher** le risque inondation,
- **informer** les occupants sur la conduite à tenir,
- **mettre en place un plan d'évacuation** des personnes et des biens mobiles,
- **prendre les dispositions** pour alerter, signaler, guider.

## LISTE B

### PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'UTILISATION DU SOL ET DES ESPACES SITUES EN ZONE INONDABLE (VISANT A LA PRESERVATION DES ZONES D'ÉCOULEMENT ET D'EXPANSION DES CRUES)

Principe : Interdire tout aménagement et construction nouvelle susceptible d'induire des effets incompatibles avec la protection des personnes et des biens et avec le libre écoulement des eaux en cas de crue.

#### a) Sont interdites :

1 - Toutes **plantations** d'arbres a maille serrée (espacement < 6 m) qui limiteraient l'écoulement des eaux.

2 - Toutes **constructions de muret et de haies arbustives** « serrées » pouvant faire obstacle à l'écoulement des crues.

3 - Toutes **clôtures** freinant fortement l'écoulement des eaux.

4 - Tout **stockage et entrepôt de matériaux, matériel, produits** qui seraient soit **polluants**, soit **susceptibles d'être déplaçables** et emportés par une crue, induisant soit une pollution, soit une aggravation des dégradations.

5 - Les **exhaussements de terrain** (remblais, digues...) et les **affouillements** sauf ceux de nature à abaisser le risque collectif encouru par les constructions existantes. Dans ce cas, une étude hydraulique détaillée devra être réalisée afin d'apprécier l'impact d'un tel aménagement.

#### b) Peuvent être autorisés :

1 - Les **clôtures agricoles** (type clôtures 3 à 4 fils, grillages à mailles très larges permettant d'éviter le colmatage, clôtures légères sans mur de soubassement, clôtures susceptibles de s'effacer sous la pression de l'eau) non susceptibles de s'opposer à la libre circulation des eaux peuvent être admises.

2 - Tout **aménagement qui aurait pour vocation de limiter les dégradations** provoquées par les crues.

#### c) Obligations des propriétaires et exploitants :

Sur les terrains situés en zone inondable et plus particulièrement **en zone à risque très fort (zone rouge, secteur R0)**, les **propriétaires et exploitants doivent procéder régulièrement au débroussaillage et à l'entretien des terrains concernés**, tout en préservant le milieu naturel.

## **LISTE C**

### **PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU BATI ET OUVRAGES EXISTANTS DANS LES ZONES INONDABLES**

Dispositions établies en application de la circulaire du 24 Avril 1996.

#### **dispositions générales**

**sont autorisés** : - tous travaux d'entretien et de gestion courants (aménagement internes, traitement de façade, refection de toiture) sous réserve qu'ils n'augmentent pas les risques, n'en créent pas de nouveaux, ne conduisent pas à l'augmentation de la population exposée.

- la reconstruction sous réserve d'assurer la sécurité des personnes et de réduire la vulnérabilité des biens (en sont exclues les zones R0 et R1).

**mise en sécurité des personnes et réduction de la vulnérabilité  
des biens et des activités sont interdits**

**sont interdits** : - l'augmentation du nombre de logements par aménagement ou rénovation en zone R0 et R1

- l'aménagement des sous sol existants

- les changements de destination, d'affectation qui induiraient une augmentation de la vulnérabilité humaine ou économique.

**sont autorisés** : - les constructions et aménagements d'accès de sécurité extérieurs (tout en limitant l'encombrement à l'écoulement).

- l'adaptation ou la réfection pour la mise hors d'eau des personnes, des biens et activités.

- l'augmentation du nombre de logement par aménagement, rénovation en zone B1 et B2 seulement

- les changements de destination, d'affectation qui conduisent à assurer la sécurité des personnes et a ne pas augmenter la vulnérabilité humaine ou économique.

**sont obligatoires** : lors d'une réfection, remplacement

- la mise hors d'eau des réseaux et la mise en place de matériaux insensibles à l'eau sous le niveau de la crue de référence
- les équipements d'étanchéité du bâtiment (dispositifs d'obturation des ouvertures, relèvement des seuils ...) sous le niveau de la crue de référence

**dispositions permettant le maintien du libre écoulement  
et de la capacité d'expansion des eaux**

**sont interdites** : - les extensions dites non mesurées des bâtiments existants dans les zones R0 et R1

- les clôtures, plantations serrées qui aggraveraient l'écoulement des eaux

**sont autorisées** : - les extensions mesurées des bâtiments existants sous réserve :

- \* d'une seule extension
- \* de surface limitée à 10 m<sup>2</sup> pour locaux sanitaire, techniques, de loisirs en zone R0 et R1
- \* de surface limitée à 20 m<sup>2</sup> d'emprise au sol, ou par l'extension d'activités économiques d'une augmentation maximale de 20 % de l'emprise au sol et à condition d'en limiter la vulnérabilité ; avec publicité foncière ; en zone R0 et R1.
- le déplacement et la reconstruction des clôtures sous réserve de prendre en compte les impératifs de l'écoulement des eaux (clôtures dans le sens de l'écoulement, clôtures fusibles en cas de crue ...)

**dispositions limitant les effets induits**

**sont obligatoires** : La mise en oeuvre des dispositifs permettant d'empêcher la libération d'objets et de produits dangereux, polluants ou flottants (arrimage des équipements ; étanchéité des cuves, citernes, contenants ...)

## LISTE D

### **RECOMMANDATIONS APPLICABLES A L'EXPLOITATION ET A L'UTILISATION DES CONSTRUCTIONS ET EQUIPEMENTS EXISTANTS SITUES EN ZONE INONDABLE**

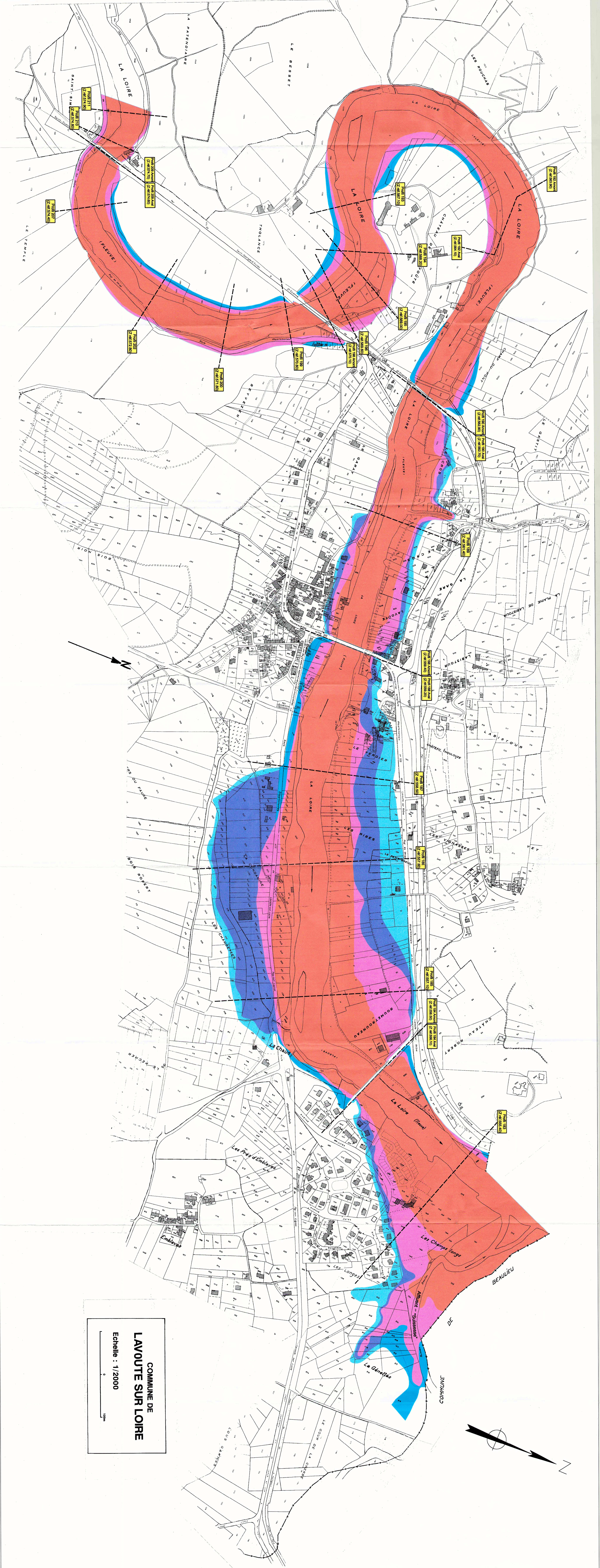
L'objectif de ces recommandations est de permettre aux habitants et aux activités déjà existantes mais situés en zone inondable de poursuivre l'occupation normale des locaux. Mais, compte-tenu du risque inondation menaçant les vies humaines et les biens, il convient aux occupants de prendre les dispositions qui permettront de limiter les dégradations :

- sensibilisation, information des occupants,
- affichage des consignes,
- mise en place de plans d'évacuation,
- amélioration des voies permettant l'évacuation,
- prendre des dispositions pour alerter, signaler, guider, faciliter et assurer l'évacuation des personnes et l'accès des secours.
- aménagement et occupation des locaux adaptés
  - \* biens de faible vulnérabilité en partie basse,
  - \* biens vulnérables en partie haute.
- renforcement des protections des organes sensibles
  - \* cuves de stockage (ancrage et étanchéité)
  - \* équipements : chaudière, central téléphonique, réseaux et coffrets électriques (hors d'eau)
  - \* matériaux déplaçables par l'eau pouvant faire embacle (entreposés hors zone inondable)
  - \* produits polluants (stockés en sécurité)
  - \* mobilier extérieur (bien ancré, ne pas freiner les écoulements)
  - \* stationnement, parking (autorisés seulement aux périodes nécessaires à l'activité ; par exemple : pas de parking mort de caravanes hors période estivale d'ouverture des campings).









COMMUNE DE  
LAVOUTE SUR LOIRE  
Echelle : 1/2000

Légende

Zonage réglementaire:

Zone rouge (en zone urbaine ou zone non-urbaine):

R0 Zone à risque très fort

R1 Zone à risque fort

Zone bleue:

B0 Zone à risque moyen ou modéré en zone non-urbaine

B1 Zone à risque moyen en zone urbaine

B2 Zone à risque modéré en zone urbaine

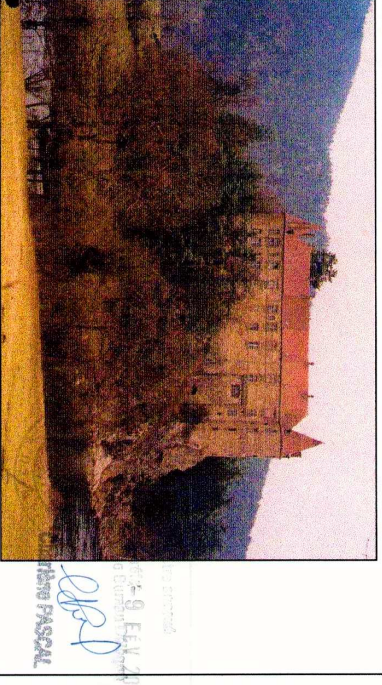
Définition des côtes de référence:

Profil 188 n° du profil en travers

Z 551 40 Côte de référence en m.N.G.F.

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE  
Commune de  
LAVOUTE - SUR - LOIRE

P.P.R.I.  
Plan de prévention du risque inondation

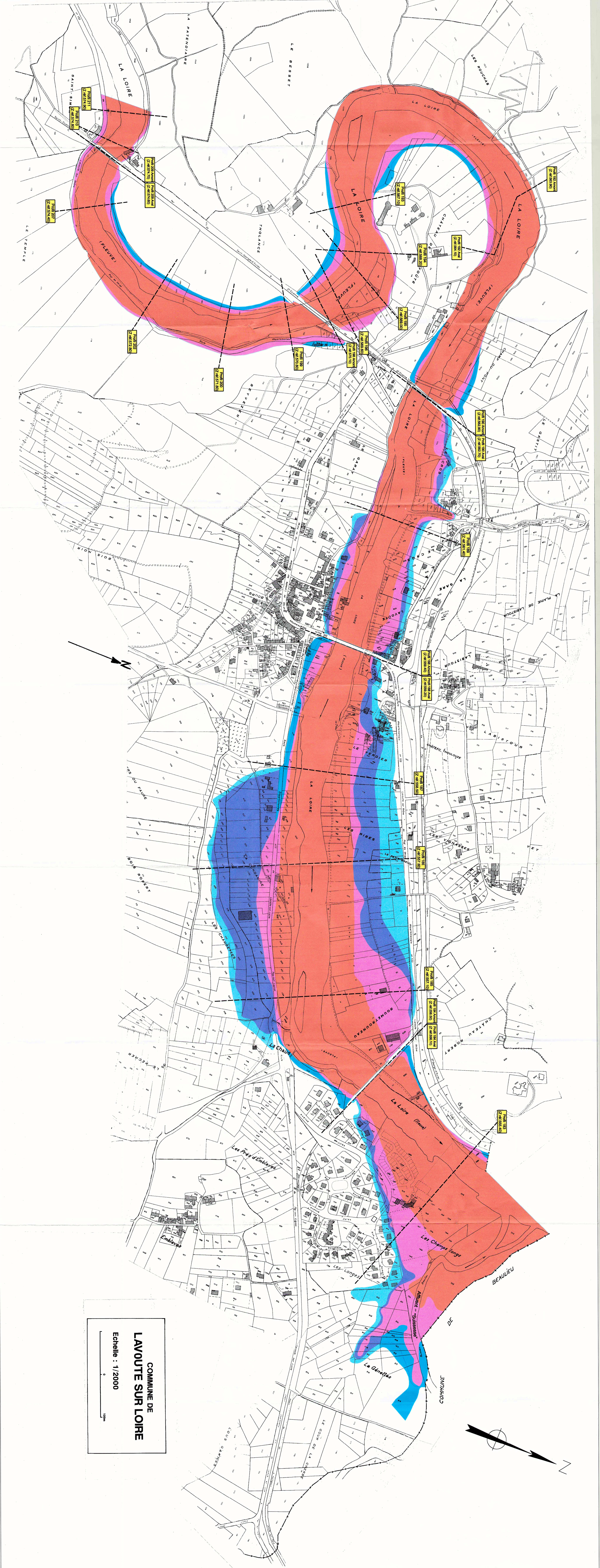


3 Plan de zones réglementaires (échelle: 1/2000)  
et de définition des côtes de référence

SEPTEMBRE 1999

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT  
SERVICE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT  
13, Rue des Moulines  
42002 LEYRIS Vieux codes  
RD - 07 47 83 86 43





COMMUNE DE  
**LAVOUTE SUR LOIRE**  
Echelle : 1/2000

### Légende

#### Zonage réglementaire:

Zone rouge (en zone urbaine ou zone non-urbaine):

R0 Zone à risque très fort

R1 Zone à risque fort

Zone bleue:

B0 Zone à risque moyen en zone non-urbaine ou modéré

B1 Zone à risque moyen en zone urbaine

B2 Zone à risque modéré en zone urbaine

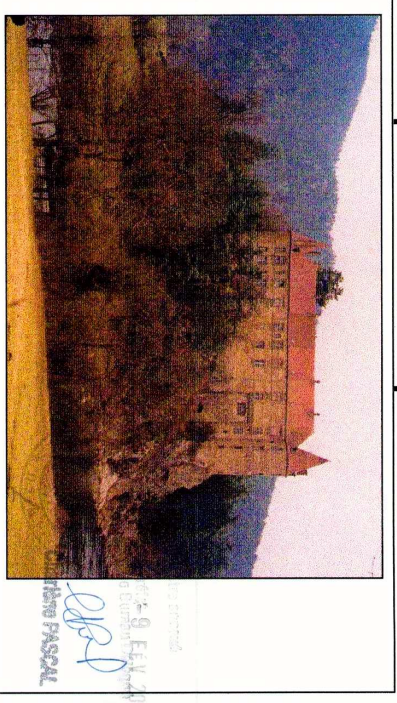
#### Définition des côtes de référence:

Profil 188 n° du profil en travers

Z 551 40 Côte de référence en m.N.G.F.

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE  
Commune de  
**LAVOUTE - SUR - LOIRE**

**P.P.R.I.**  
Plan de prévention du risque inondation



3 Plan de zones réglementaires (échelle: 1/2000)  
et de définition des côtes de référence

SEPTEMBRE 1999  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT  
SERVICE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT  
13, Rue des Moullins  
43002 LEYRAT-VOLVY cedex  
04 77 48 00 00